

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MARDI 4 OCTOBRE 1977 N° 523

Commission paritaire n° 56942 - Tél : 636.73.76

1,70 F

PROCHE-ORIENT

COMPROMIS AMÉRICANO-SOVIÉTIQUE

C'est à propos du Proche-Orient que Gromyko et Vance, qui doivent en principe discuter de la limitation des armements stratégiques, ont sorti un communiqué commun. Ce communiqué confirme la volonté de Carter d'imposer un plan grâce à la Conférence de Genève : il fait des concessions, parlant des «droits légitimes» du peuple palestinien. Par ce communiqué, l'URSS veut également imposer son plan à la Résistance palestinienne. Dans le cadre de leur rivalité, les superpuissances sont d'accord sur un seul point : imposer la conférence de Genève pour empêcher les peuples de reprendre l'initiative.

(Voir page 9)

ITALIE

APRÈS L'ASSASSINAT DE WALTER ROSSI

COLERE CONTRE LES FASCISTES

Manifestation massive pour l'enterrement mardi

Après l'assassinat vendredi du militant révolutionnaire Walter Rossi par les fascistes, des dizaines de milliers de manifestants criaient samedi leur colère dans les rues de plusieurs grandes villes d'Italie. Des meetings ont eu lieu dans les quartiers populaires. Plusieurs sièges de sections du parti fasciste M.S.I. ont été attaqués.

Alors que la complicité de la police, présente au moment de l'assassinat était évidente, le PCI continue à faire du zèle : dans la perspective du compromis historique, il défend l'Etat bourgeois qu'il qualifie de «démocratique» et ses forces de répression ; il a refusé de les dénoncer.

Mardi, les obsèques de Walter Rossi doivent être l'occasion d'une mobilisation anti-fasciste de masse. Après la rencontre de Bologne, elle montrera à nouveau la force en Italie de ceux qui refusent la voie du compromis historique et qui sont la cible à la fois des fascistes et du parti de Berlinguer.

(voir p. 4)

(voir p. 9)

Merlebach

Un an après, l'hommage des mineurs



C'était il y a un an ! La terrible nouvelle éclatait dans la soirée : seize mineurs étaient morts dans une explosion au fond de la mine. Seize de plus, assassinés par la soif de profit des Houillères.

Vendredi, les syndicats appelaient les mineurs à la grève et à se rassembler devant le puits 5 pour rendre hommage à leurs seize camarades et pour exiger que la lumière soit enfin faite.

Samedi après-midi, la fédération de Lorraine du PCRml appelait à rendre hommage aux 16 devant le puits Cinq.

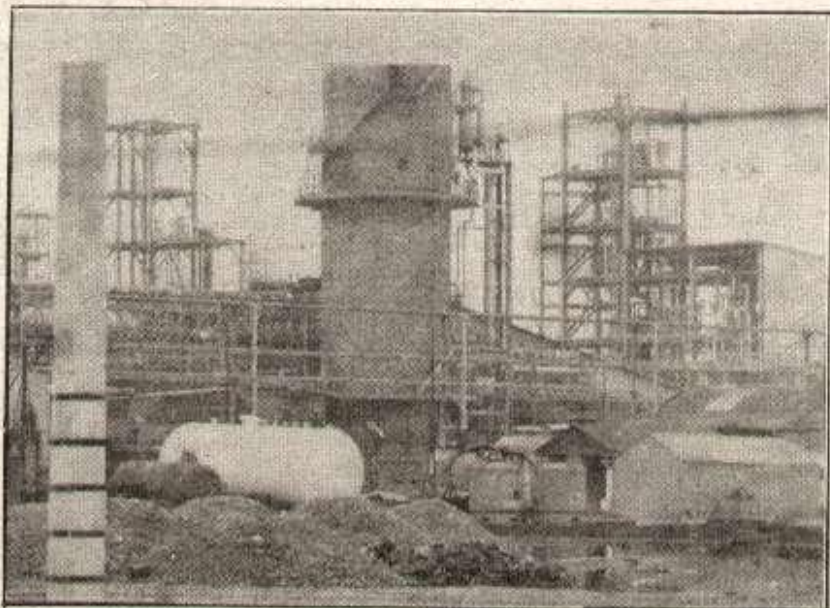
(voir p. 7)

Le premier pollueur de France en correctionnelle

● De l'acroléine pour les centrales nucléaires

● Production doublée à Pierre-Bénite

Plus d'un demi siècle de pollution et d'exploitation. L'agriculture de nombreuses vallées ruinée ; les maladies professionnelles et les accidents pour des milliers d'ouvriers. Malgré tout cela, c'est la première fois que Pechiney-Ugine Kuhlmann sera jugé en France, et ce pour la pollution massive du Rhône à deux reprises à hauteur de son usine de Pierre Bénite. Se sentant contesté de partout, à l'extérieur comme dans ses usines, Pechiney a lancé une onéreuse campagne de publicité par laquelle il essaye de se délivrer de sa réputation heureusement bien solide de «premier pollueur de France».



Les Izvestia soutien gênant pour le PCF

Sortant du silence dans lequel elle s'était confinée, la presse soviétique vient de commenter les difficultés actuelles de la gauche française, prenant sans ambage le parti du PCF contre le PS. Il n'est pas certain que ce soutien-là enthousiasme beaucoup Marchais, qui s'en serait bien passé.

(voir p. 2)

Parisien Libéré

Les «anciens» des rodéos se sont retrouvés samedi soir. Venu des différents journaux de la Presse parisienne, ils ont discuté à bâtons rompus de l'application de l'accord de Parisien libéré, de la situation dans la presse, de la tactique de la FFTL. Une fête fraternelle peu appréciée par Blanqui (siège du syndicat).

(Voir page 6)

Reprise de la Conférence de Belgrade

Alors que reprend mardi la conférence de Belgrade, l'ordre du jour ayant pu être fixé en août après plusieurs semaines de marchandage, les femmes des opposants emprisonnés Ozlou et Guinzbourg font la grève de la faim. Une grève de la faim et du travail est également annoncée dans plusieurs camps en URSS.

(voir p. 8)

POLITIQUE

RÉUNION DU PCF
A MONTCEAU-LES-MINES

Un certain malaise

Fin septembre, la section du PCF de Montceau-Les-Mines (Saône et Loire) organisait une réunion publique sur le thème : «*Comment donner à la gauche les moyens de gagner et de réaliser un réel changement démocratique, de mettre fin au chômage, de porter le SMIC à 2 200 F., de sortir le pays de la crise ?*».

Après plusieurs jours de vente intensive de l'*Humanité*, et de diffusion massive de la lettre du CC du PCF au comité directeur du PS, 150 personnes à peine étaient réunies dans la salle du syndicat des mineurs. Pourtant comme le fera publiquement remarquer un militant PCF, tout avait été mis en œuvre pour mobiliser le maximum de monde : Joseph Sanguedolce, membre du Comité Central et nouveau maire de St Étienne, tenait la tribune avec André Faivre, conseiller général et vice-président de la Communauté Urbaine, et Georges Fraison secrétaire Fédéral...

André Faivre, n'a pas hésité à qualifier le doublement des voix de la liste d'union aux élections de Macon, élections au mode de scrutin indirect, reflétant les préoccupations des états-majors des partis bourgeois, de «*reflet de l'approbation par les travailleurs du combat unitaire qui mène le PC et des propositions concrètes qu'il a faites*» !!.

Ces réunions doivent permettre dans l'esprit des dirigeants du PCF de convaincre militants et sympathisants que la responsabilité d'une éventuelle rupture incombe au PS et au MRG. Une large partie de l'intervention de Sanguedolce a donc consisté à reprendre le catalogue de faits tendant à prouver que le «*PS a changé*». Le débat télévisé Barre-Mitterrand revient sur la table : «*Aucun problème de fond n'a été abordé. C'était un débat entre gens biens*».

«*Après l'esclandre de Robert Fabre, allons-nous en arriver à la rupture ?*», lance d'entrée Sanguedolce, reprenant la question que de nombreux militants se posent. Il est alors bien affirmé que «*le PS veut gagner les élections et gouverner !*».

Sanguedolce n'a pas hésité à affirmer que «*chaque fois que des mesures de relance de la consommation intérieure ont été prises l'économie a redémarré*». Que ces «*redémarrages*» de l'économie capitaliste aient chaque fois abouti à un approfondissement de la crise sur le dos des travailleurs n'est évidemment nullement évoqué par les orateurs.

«*Pour nous, il n'est pas question d'aller au socialisme ou de socialiser les moyens de production*», a précisé Sanguedolce tout en ajoutant sur le problème des nationalisations : «*Ne pas nationaliser les filiales c'est nationaliser une coquille vide. Nationaliser moins de 729 filiales entraînerait l'impossibilité de gouverner*... C'est à dire l'impossibilité pour le PCF de placer ses hommes au sein de l'appareil d'État.

Soulignant le malaise qui existe dans les rangs du PCF, un mineur d'une cinquantaine d'années déclarera brutalement à la fin de la réunion : «*Le peu de monde ce soir, montre qu'il y a un malaise au sein du Parti. Il faut dissiper ce malaise pour partir à la bataille : et c'est tout de suite qu'il faut aller à la bataille sinon on ne gagnera pas en 78 ! Sinon je mourrai sans voir le socialisme en France !*».

Beaucoup de questions, beaucoup de confusion aussi. Visiblement, les explications du PCF ne réussissent pas à convaincre ses propres militants.

Jobert
et le second tour

Michel Jobert, président du Mouvement des Démocrates, vient de présenter les soixante-douze premiers candidats de sa formation aux prochaines législatives, en affirmant que «*le défi de l'ailleurs était relevé*». Il compte pouvoir atteindre deux cents candidats d'ici mars prochain. Ceux-ci étant «*ailleurs*», il ne se désisteront pour personne au second tour, si ce n'est pour ceux de l'UJP, seule formation avec laquelle Jobert a pu s'entendre.

Le Pen d'accord
avec Furnon

Le fasciste Le Pen, du Front National, compte présenter deux cents candidats sur le thème : «*Les Français d'abord*». Ce nazillon estime qu'il y a «*des possibilités d'accord*» avec le sieur Furnon, l'industriel qui se prend pour Poujade, et qui a lancé la fantomatique «*Union des Français de bon sens*».

Querelle de la Gauche en France

LES IZVESTIA INTERVIENNENT

●Après un long silence, l'Agence Tass et les Izvestia viennent de prendre position sur la querelle de l'union de la gauche, donnant raison au PCF et tort à Mitterrand. De telles prises de position aussi nettes sont assez rares, et on sait que le gouvernement soviétique a appliqué jusqu'à présent une politique consistant à maintenir plusieurs fers au feu, gardant de bonnes relations avec la droite, et même avec Mitterrand. On se souvient d'autre part qu'en 1974, lors des élections pré-identielles, le PCF avait été amené à protester contre une visite de l'ambassadeur soviétique à Giscard entre les deux tours, estimant qu'il s'agissait là d'une ingérence donnant la part belle au candidat de la droite contre le candidat de la gauche. Le PCF n'est pourtant pas forcément satisfait de cette mise au point soviétique le soutenant, au moment même où une campagne insistante, venue semble-t-il de l'Elysée, présente sans l'étayer le durcissement du PCF comme provenant de pressions soviétiques. L'*Humanité* de lundi matin ne souffle mot de cet aspect de la déclaration de Tass.

«*Comme par le passé, dans des cas semblables, la droite use de nouveau de manœuvres anti-communistes, y compris anti-soviétiques*».

C'est en ces termes que l'Agence Tass et les «*Izvestia*» de vendredi, interviennent pour la première fois depuis plusieurs mois sur la situation intérieure en France. L'accusation de «*manœuvres anti-communistes, y compris anti-soviétiques*» vise particulièrement certains commentaires de la presse française qui établissent un lien étroit entre les positions du PCF et la politique de l'URSS, notamment à propos de la polémique sur la défense nationale.

Se défendant de s'ingérer en quoi que ce soit dans les affaires intérieures des autres partis révisionnistes, l'Agence Tass et les «*Izvestia*» affirment que «*les Soviétiques ne cachent pas leur sympathie et leur solidarité envers la lutte des travailleurs des pays capitalistes et des partis communistes, leur avant-garde, pour leurs droits, pour la paix, pour la démocratie et pour le socialisme*».

Suit une prise de position sans ambiguïté en faveur du PCF, par rapport à la polémique qui l'oppose au PS. Les organes officiels de la presse soviétique rendent ainsi responsables le PS, de l'actuelle rupture de l'union de la gauche et des difficultés rencontrées dans la négociation du programme commun. La position du PCF sur les nationalisations est aussi largement approuvée.

Une telle prise de position est-elle de nature à déclencher l'enthousiasme du PCF, soucieux de se présenter sous un jour «*indépendant*»? Les commentaires de la presse soviétique risquent de ne pas être considérés par les dirigeants du PCF, comme le meilleur service que leur ait rendu Moscou. Le PCF n'ignore pas la répulsion grandissante des travailleurs vis-à-vis de l'URSS, et à cet égard, il entend souligner son autonomie, en affirmant l'«*originalité*» de l'expérience de chaque parti, selon la situation dans chaque pays. Toutefois, le parti de Marchais ne peut aller très loin aujourd'hui dans la démar-



cation vis-à-vis de l'URSS, et il ne peut guère rejeter la «*caution*» des Soviétiques. Car même si le PCF dispose de son propre projet capitaliste et ne saurait être présenté comme un outil dans les mains du Kremlin, il n'a pas pour autant les mains complètement libres pour définir

L'Humanité :
Chut !

C'est noyé en page 6, sous forme d'une brève nouvelle, que le journal du PCF rend compte à sa manière de la prise de position de Tass. Pas un mot sur le soutien aux positions du PCF dans sa querelle avec le PS : non, juste la mention : Tass réaffirme l'indépendance du PC dans la définition de sa ligne !

sa politique. En effet, dans l'affrontement qu'il prépare entre les trusts du capitalisme d'État qu'il défend, et les trusts du capitalisme actuel, le PCF sait très

bien que les impérialismes occidentaux soutiennent sans aucune retenue leurs adversaires. Pour faire contrepoids, il sera amené, qu'il le veuille ou non, à chercher appui chez l'autre superpuissance, chez l'URSS. D'ailleurs, dans la description économique de son projet, l'orientation vers les marchés de l'Est joue un rôle non négligeable.

«*La contribution la plus appréciable à la lutte pour la paix et pour les intérêts concrets des travailleurs est apportée par l'URSS et la communauté des pays socialistes*» : cette conclusion de «*Tass*» et des «*Izvestia*» est une manière de rappeler la nécessité dans laquelle se trouverait le PCF participant à un gouvernement de gauche de développer des relations privilégiées avec l'URSS, pour tenter d'échapper aux pressions occidentales. S'agissant de l'URSS, on sait comment les relations «*privilégiées*» sont le prétexte à des ingérences et des pressions renforcées.

Parlement : La dernière session
avant 78

La dernière session parlementaire de la législature s'ouvre le lundi 3 octobre. Cette session est traditionnellement consacrée à la discussion et l'adoption des budgets. Ce sera donc la dernière avant les élections de mars 78, d'où l'intérêt que lui porteront les différentes formations politiques. Ressembleront-elles à la précédente session, où le RPR avait mené une guérilla incessante contre le gouvernement ? Non, c'est du moins ce qu'ont laissé entendre les parlementaires RPR, en conclusion de leurs journées de travail : il semble que la «*majorité*» veuille donner une image plus sereine que celle qu'elle a eu durant les derniers mois de la précédente session parlementaire : rappelons par exemple les difficiles

débats autour de l'élection du Parlement européen au suffrage universel. Du côté de l'opposition, en attendant une reprise des négociations, il sera difficile de donner une image plus désunie que celle qui est affichée aujourd'hui.

Les élus RPR, s'ils sont décidés, pour des raisons compréhensibles à six mois des élections, à ménager le gouvernement comme ils l'ont affirmé à leurs journées parlementaires, n'en sont pas moins prêts à faire obstacle à Barre si celui-ci venait à avoir des prétentions trop fortes vis à vis de la campagne électorale de la droite. Car si d'un côté, Claude Labbé, président du groupe RPR à l'Assemblée Nationale, déclarait : «*Les parlementaires RPR n'ont pas*

l'intention durant cette session, de pratiquer la danse du scalp autour de la personne de Raymond Barre», Chirac, lui, prenait le parti de dénoncer par avance, toute tentative de prendre la tête de la campagne électorale de la «*majorité*» : «*Nous n'avons pas l'intention de nous associer à un éventuel programme de gouvernement*». Cette position du RPR indique bien que cette éventualité est envisagée, par Barre, et par Giscard lui-même, dont l'objectif à terme, est un regroupement centriste incluant une grande partie du PS, et excluant de fait le RPR. A court terme, cela se traduit nécessairement par un rapprochement entre PR et formations du centre (CDS, CNI,...) tendance déjà bien

engagée si l'on en croit les déclarations de JJSS qui lui avaient valu le titre octroyé par le président du RPR de «*turlupin de la politique*». La position du parti de Chirac vis à vis du reste de la droite est à mettre en rapport avec la situation actuelle de la gauche, avec la crise qu'elle traverse. Giscard et Barre en effet profitent, aux dépens du RPR, de la désunion de la gauche, dans la mesure où elle accrédite leurs thèses ; ne mettant pas comme Chirac le PCF et le parti socialiste dans le même panier.

En cette période, malgré l'ampleur des divergences, les nécessités électorales freineront sans doute un trop grand étalage au cours de la session des divisions à droite et à gauche.

Jugement de Klaus Croissant à Paris

La menace d'un dangereux précédent

Klaus Croissant, arrêté vendredi, devait comparaître lundi devant le tribunal qui doit statuer, non sur son extradition, mais sur la demande de mise en liberté provisoire que ses avocats, ont présentée. Pour M^e de Félice, un des avocats de Klaus Croissant, l'arrestation a été rendue possible par les pressions très fortes exercées par le gouvernement de RFA et par la campagne de presse qui, en Allemagne, visait à présenter Croissant comme un chef de groupe terroriste, campagne reprise en France. M^e de Félice nous a déclaré : «*Les pressions venant d'Allemagne et des médias sont telles que les garanties judiciaires en sont gravement menacées.*»

Cependant l'arrestation n'entraîne pas forcément l'extradition. Selon la jurisprudence française, il n'y a pas d'extradition pour motif politique. C'est bien sûr là-dessus que va s'appuyer la défense. Dans l'affaire Abou Daoud, le gouvernement français n'avait pas accédé à la demande allemande d'extradition et avait cédé devant l'opinion internationale. Il y a le cas

de quatre militants noirs américains qui avaient détourné un avion et qu'un tribunal français avait refusé d'extrader l'année dernière. Le tribunal avait considéré que leurs motivations étaient politiques. C'est dire qu'une extradition de Klaus Croissant constituerait en France un précédent, un grave pas en avant dans la répression contre les réfugiés politiques. Une telle mesure préparerait la ratification de la «*convention anti-terroriste*» signée par les gouvernements européens et que seul jusqu'à présent, le Parlement allemand a ratifiée. Si le Parlement français ratifiait cette convention, cela signifie qu'un réfugié comme Klaus Croissant serait automatiquement extradé sans aucune procédure judiciaire.

Les déclarations de juristes, les pétitions sont l'amorce d'une campagne de solidarité pour la mise en liberté de Croissant et contre son extradition, laquelle signifierait une aggravation de la répression politique et qui sanctionnerait de manière préoccupante les ingérences de la bourgeoisie allemande en France.



Allemagne

En vertu d'une loi d'exception votée à toute vitesse depuis l'enlèvement de Schleyer, plusieurs dizaines de détenus politiques ont été mis en isolement total dans des cellules individuelles. La reprise systématique de cette forme de torture psychologique met en danger la vie de plusieurs d'entre eux.

D'autre part, au moment où Croissant était arrêté à Paris, son associé, l'avocat Mueller était arrêté en Allemagne, également accusé de «*complicité avec un groupe terroriste*». L'appartement du fils de Heinrich Böll (auteur de «*Katarina Blum*») a été perquisitionné.

Les déclarations à gauche

La situation reste bloquée

Depuis plus de dix jours que l'échec du sommet de la gauche s'est consommé, l'activité des partis de gauche ne s'en est pas moins poursuivie : conférence de presse de Mitterrand, discours de Marchais à la porte de Pantin la semaine passée, discours de Mitterrand dimanche soir à Angers, Comité central du PCF mercredi et

jeudi, Comité directeur du PS samedi, pour la semaine à venir. Mais si chacun s'agit, peu de nouveautés apparaissent dans ce qu'ils disent. En attendant la réunion de son C.C., le PCF poursuit son pilonnage : le PS a changé... lequel PS ne veut pas garder le silence : «*Je ne veux pas me perdre, ni le PS non plus, dans une*

controverse à laquelle nous avons décidé de mettre un terme. Nous ne voulons pas entretenir une polémique publique qui n'a que trop duré. Nous n'attaquons pas nos partenaires, même si nous souffrons de nous voir attaquer de jour en jour et inlassablement, comme s'ils avaient perdu de vue que l'adversaire, c'est la droite et non le PS. Nous refusons de nous engager plus loin dans une dispute qui désespère les Français. Nous nous contenterons de répondre paisiblement aux arguments techniques par des arguments techniques, nous refuserons un débat politique engagé dans des conditions qui ne peuvent que réjouir nos adversaires qui, hier se voyaient perdus, et qui ne trouveront quelque force pour vaincre que dans nos divisions.» C'est là l'essentiel du discours qu'a prononcé Mitterrand dimanche à Angers. Le dirigeant du parti socialiste se campe ainsi sur une position d'attente, laissant au PCF le soin de débloquer la situation.

De son côté, la minorité du PS, le CERES, a annoncé par la voix d'un de ses dirigeants, Didier Motchane, qu'elle avait fait à Mitterrand «*des proposi-*

tions destinées à sortir la gauche de l'impasse.» Le CERES demande la convocation d'un congrès extraordinaire du parti socialiste qui, selon lui, «*affermirait l'unité du parti et renforcerait l'autorité des propositions soumises à ses partenaires.*» Motchane devait en profiter pour lancer un appel : «*Il faut (que les militants du PCF) mettent un terme à une campagne anti-socialiste qui dessert, à travers l'union de la gauche, leur propre parti. Il faut aussi que les militants socialistes répondent avec sang-froid et responsabilité aux attaques injustes dont ils sont l'objet.*»

Enfin, on ne pouvait éviter le traditionnel sondage hebdomadaire, revenu cette semaine à «*L'Express*» : 32 % des personnes interrogées estiment que les trois leaders de la gauche portent conjointement la responsabilité de l'échec, 28 % l'imputent à Marchais, 11 % à Mitterrand et 8 % à Fabre. A en croire ce sondage, on peut déduire que les troupes du PCF ne sont pas unanimes sur la version que leur présente leur parti. Enfin, le sondage donne toujours 52 % des intentions de vote à gauche.

Lecanuet : d'accord avec Chirac

Lecanuet, président du centre des démocrates sociaux était l'invité dimanche du «*Club de la presse*» d'Europe N° 1. Se livrant à un jeu à la mode, ces derniers temps, la politique-fiction, il a tracé un scénario «*il n'y a que très peu de chances, pour ne pas dire aucune chance qu'il y ait un changement politique d'ici les élections dans le camp de la gauche. Je pense comme M. Chirac que la rupture qui vient de se manifester au sein de la gauche n'a pas changé le contrat politique de l'opposition. Qu'ils soient unis ou désunis, les socialistes et les communistes continueront de se battre contre le gouvernement et contre la majorité. Je crois même que M. Mitterrand —là je m'avance sur un pronostic— va être obligé de s'abandonner à des surenchères sur sa gauche parce qu'il va être sous le fouet constant des critiques de M. Marchais. Il est donc vain, j'allais dire ridicule, de lancer des appels aux radicaux de gauche ou aux socialistes pour qu'ils rejoignent la majorité avant les élections.*»

Avant les élections bien sûr, mais après ? Lecanuet n'est plus d'accord avec Chirac même s'il n'a pas estimé nécessaire de le dire au «*Club de la presse.*»

Estier : L'Humanité, c'est comme le Rude Pravo

On ne se ménage décidément plus à gauche. Le PCF ne manque pas une occasion d'évoquer les tares de la social-démocratie, par exemple lors de la rencontre Mitterrand-Schmidt. Le PS n'est pas en reste ; voici ce qu'écrit Claude Estier dans le dernier numéro de *l'Unité* : «*Nous voulons rétablir quelques vérités scandaleusement déformées par la campagne que mène actuellement le PCF, et singulièrement l'Humanité qui a retrouvé depuis quelques jours, pour instruire le procès du PS, le ton et le type d'arguments que l'on croyait réservés au Rude Pravo de Prague.*»

Les candidats parisiens du PS

Le parti socialiste a désigné ses candidats pour les législatives à Paris. Pour 31 circonscriptions et compte-tenu du fait que certaines d'entre elles sont réservées au MRG, on relève : 4 membres de l'enseignement supérieur assortis d'un «*formateur en économie*», trois ingénieurs, un chirurgien et deux médecins, un fonctionnaire au Plan, un administrateur civil, un ancien inspecteur des postes, une inspectrice principale des impôts, un haut fonctionnaire des Affaires étrangères et un chargé d'études au ministère de l'équipement, un architecte et un chargé d'études en urbanisme, deux journalistes, un traducteur, un attaché de direction, une commerçante et une infirmière. Soyons justes : dans cette liste «*socialiste*», il y a aussi un linotypiste.

Francine Amaury contre-attaque

Il y a quelques jours, la presse annonçait que la fille de feu le PDG du «*Parisien Libéré*» avait tenté, à l'insu du fisc, de récupérer plus de deux milliards d'anciens francs mis en lieu sûr par Amaury. Francine Amaury dément, et aurait l'intention de poursuivre devant les tribunaux les journaux qui en ont parlé...

Barre au charbon

Raymond Barre, annonçant à grand fracas ce que tout le monde savait déjà, a expliqué à sa manière qu'il se présentera aux élections législatives de mars : «*Je suis arrivé à la conclusion qu'il était souhaitable que, puisque j'étais premier ministre, en dépit de mes préoccupations et obligations, il fallait comme on dit «aller au charbon». Par conséquent, j'irai au charbon, et vous saurez bientôt où.*» Il est probable que le premier ministre se présentera à Lyon, où il commence déjà à creuser son trou.

La guerilla après l'artillerie lourde

Dans «*L'Humanité*» de samedi, on relève notamment ceci : «*Quand l'Humanité a publié le sténogramme des dernières discussions, les travailleurs ont compris que le PCF n'avait rien à cacher...*» sauf des micros dans son local, si on a bien compris la manière dont le PCF a reconstitué la discussion.

Perdriel va lancer un nouvel hebdo

Perdriel, le patron du «*Matin*» a annoncé vendredi son intention de sortir un nouveau journal : ce serait un hebdomadaire, «*Matin-Dimanche*», qui concurrencerait «*France-Dimanche*». D'après ses calculs, cet hebdo serait facilement équilibré, même avec une petite diffusion.

INFORMATIONS GENERALES

Mulhouse : 500 manifestants à la marche «anti-canal»

Précédés par une dizaine de tracteurs, un demi-millier de manifestants ont suivi la marche «anti-canal» samedi à Mulhouse. Quatre marches ont eu lieu ce week-end : samedi à Mulhouse, Besançon et Dôle, et dimanche à Colombier-Fontaine. Sur les banderoles, on pouvait lire «Non au canal Rhin-Rhône «la terre aux agriculteurs» «Nos villages ne sont pas à vendre». Plusieurs maires ruraux s'étaient joints à la marche. Rappelons que la liaison Rhin-Rhône a été décidée sans aucune consultation populaire, après une enquête d'utilité publique bâclée, et qu'un rapport d'expert qui s'opposait à la liaison ait été falsifié ! 10 associations viennent d'envoyer une lettre ouverte au ministre de l'Équipement.

Autonomistes corses : la Cour de Sûreté refuse la mise en liberté

José Stromboni et Jean Nicolai ne retrouveront pas tout de suite la liberté. Le juge d'instruction Seguin avait pourtant signé samedi une ordonnance de mise en liberté sous contrôle judiciaire, décision révélatrice de la minceur du dossier. Mais le procureur général près la Cour de Sûreté a fait appel de ces ordonnances. Le veto du procureur doit désormais être confirmé ou infirmé par la chambre de contrôle de la Cour de Sûreté de l'État.

De son côté, Max Siméoni, après un interrogatoire de neuf heures, a été inculpé de destruction d'édifice par explosif, de séquestration arbitraire et d'autres infractions relevant de la loi anti-casseurs. Il comparaitra prochainement devant les Assises de la Haute-Corse.

Comités de soldats Un soldat de l'EAT de Tours risque le tribunal militaire

Patrick Silberstein est menacé d'être traduit devant le tribunal militaire pour désertion. Silberstein s'était absenté pour six jours avec l'autorisation du médecin capitaine. A son retour, il est mis aux arrêts de rigueur pour 60 jours : on l'accuse d'être lié aux activités du comité de soldats de l'EAT de Tours qui a donné récemment une conférence de presse clandestine. D'autres appelés sont actuellement interrogés. Le médecin est mis aux arrêts de rigueur. Quant à Patrick, on lui aurait proposé de ramener sa peine à quinze jours en échange de «quelques informations» sur les comités de soldats !

Attentat fasciste contre la ligue des droits de l'Homme

En fin de semaine, dans la nuit de vendredi à samedi, un attentat a été commis contre le siège parisien de la Ligue des droits de l'Homme. C'est le second cette année. Un autre avait eu lieu le 4 août, fomentée comme cette fois par des éléments pro-nazi.

Les documents dont devait se servir le lendemain la Ligue des droits de l'Homme (dans une conférence consacrée à la liberté d'information et la concentration de la presse) ont été brûlés ainsi que d'autres.

Le SMIC à 1 696 F

1 696 F par mois pour 40 heures de travail hebdomadaires : c'est le nouveau taux du SMIC qui a donc été augmenté de 2,2 %. Il passe de 9,58 F de l'heure, à 9,79 F.

800 000 salariés de l'industrie, du commerce et de l'agriculture vont être «augmentés» de 31 centimes de l'heure ! Le gouvernement giscardien, définit cyniquement ce nouveau taux comme étant destiné à combler la hausse des prix !

LE PLUS GRAND POLLUEUR DE FRANCE EN CORRECTIONNELLE

● Ce lundi s'ouvrait devant la 5ème chambre correctionnelle de Lyon le procès de Produits Chimiques Ugine Kuhlman, représenté par du Frey et Thomas, PDG de PCUK et de PUK. Les deux PDG devront s'expliquer sur deux accidents graves survenus le 11 septembre 1972 et le 10 juillet 1976 à l'usine de Pierre-Bénite, qui avaient entraîné une pollution massive du Rhône. En 1976, c'est un wagon entier contenant 20 tonnes d'acroléine qui a été jeté au fleuve, tuant 400 tonnes de poisson !

Pierre PUJOL

L'acroléine est un produit toxique (utilisé en 14-18 comme gaz de combat) destiné à la production de méthionine, substance entrant dans la composition des aliments pour bétail pour la firme Sanders (entre autres). A la suite de l'incident de 1976 les sociétés de pêche et l'association de maires de la vallée du Rhône se portèrent partie civile contre PCUK (Produits Chimiques Ugine Kuhlman). Ainsi que le MERA (écologiste), la FRAPNA (Fédération Rhône-Alpes de la protection de la nature et des animaux) et «Que choisir?».

En effet, les organisations syndicales ne peuvent se porter elles-mêmes partie civile, aux termes de la loi, n'étant pas des associations de consommateurs ! Au cours d'une conférence de presse, les associations ont réclamé l'arrêt de la fabrication d'acroléine.

LA DEFENSE DE PUK

PUK prépare soigneusement sa défense. Il a fait installer dans le prétoire une maquette de l'usine avec des bassins de rétention, des rails et des canalisations. Le président de

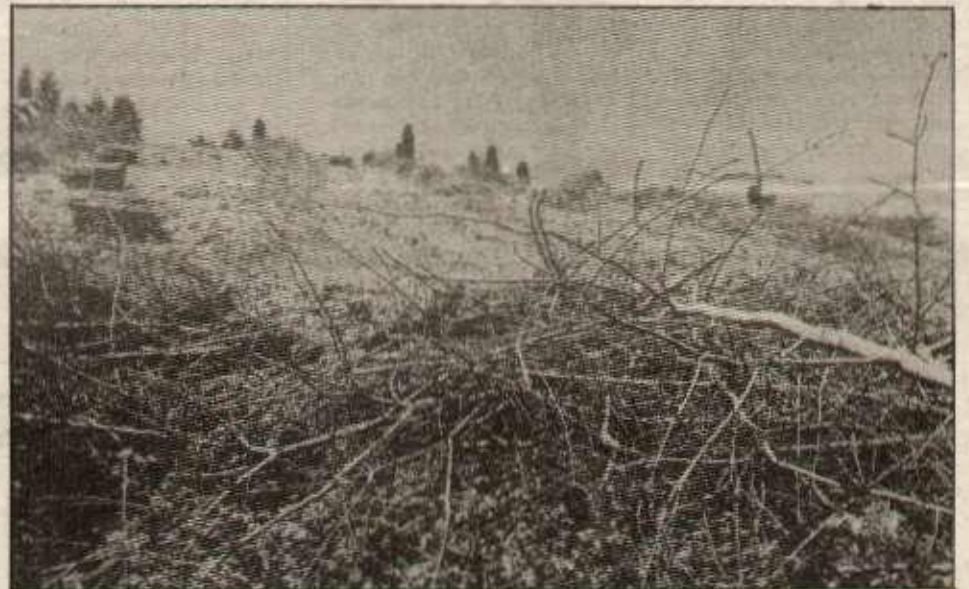
tribunal Robin, spécialisé dans les affaires de jugements de patrons a reçu une promotion subite entre la première et la deuxième audience. C'est un nouveau juge qui prendra l'affaire en main... PUK a choisi un mode de défense assez simple. Pour lui, il y a deux responsabilités : celle des ouvriers et celle du hasard ! Des ouvriers qui se sont «trompés» de wagon et du hasard qui peut toujours arriver...

DE L'ACROLEINE POUR LES CENTRALES NUCLÉAIRES

Pendant ce temps, sur le terrain, PUK n'a pas changé sa politique : celle de l'insécurité et du profit. Les cadences augmentent car PUK a trouvé un nouveau débouché pour son explosif : l'acroléine serait un très bon «algicide» pour les centrales nucléaires. En effet, les circuits de refroidissement de ces centrales sont menacés par le développement de petites algues tous les étés, ce qui peut les corroder. La direction de PUK veut faire passer la production de 18 000 à 30 000 tonnes. Par contre, les mesures de sécurité ne suivent pas. Ce sont toujours de simples camions qui transportent l'acroléine jusqu'en Hollande. Le stockage est concentré à Pierre-Bénite faisant de

cette usine une véritable bombe, alors qu'aucun plan d'évacuation n'existe et que tout à côté il y a une vaste cité ouvrière...

Le procès de PUK marque une date : c'est la première traduction en justice du plus grand pollueur de France, de celui qui, il y a trois mois, osait payer des publicités dans la presse pour prétendre le contraire, d'un trust qui intoxique à petit feu les ouvriers de ses usines et a tué la moitié de la forêt de Maurienne. Pourtant, ce procès, dont il ne faut pas attendre de condamnations trop lourdes pour PUK, sera difficile. Il manque de nombreuses pièces au dossier de l'accident de 72 : bandes magnétiques disparues, textes «envoyés» et plusieurs parties civiles ont subitement «renoncé» à se maintenir contre PUK. Affaire à suivre...



La moitié de la forêt de Maurienne a été tuée par le fluor de PUK-Aluminium. Dans les usines, les ouvriers sont atteints de fluorose.

Des familles portugaises contre une décision arbitraire du gouvernement portugais

A Bourges, un couple de professeur avait été nommé en poste depuis trois ans par le gouvernement de Lisbonne pour enseigner la langue de leur pays aux enfants de travailleurs portugais de la ville et du département du Cher. Mais l'organisme portugais dont ils dépendent a décidé de les déplacer à Tours pour les «nécessités de service», sans que leur remplacement soit assuré. Samedi une centaine de Portugais qui n'acceptaient pas que leurs enfants ne puissent plus apprendre la langue de leur pays font le siège autour de l'appartement de leurs deux professeurs, les empêchant depuis deux jours de rejoindre l'autre poste.

Un prototype d'éolienne pour le chauffage

Un maître de conférence à l'université de Caen, Monsieur Pierre Robert, vient de mettre au point un prototype d'éolienne pour le chauffage d'une serre. Selon lui, le procédé, basé sur l'échauffement d'un liquide par freinage hydraulique, peut permettre l'utilisation de l'énergie ainsi produite pour le chauffage central ou le fonctionnement d'une pompe.

Forum du Syndicat National de l'Education Pénitentiaire et du Collectif Travailleurs-Justice

« Prison et communication »

Le Syndicat National d'Éducation et de probation de l'administration pénitentiaire et le Collectif Travailleurs-Justice organisaient ce week-end un forum sur le thème «Prison et communication». Cette réunion tenue juste avant le passage en conseil de discipline de cinq éducateurs de Fleury-Mérogis s'est conclue par la mise au point d'une «Déclaration du droit à la communication des détenus».

Auparavant, trois commissions ont fonctionné et ont présenté des rapports sur les thèmes : «La pratique des personnels pén-

tentiaires», «L'arbitraire pénitentiaire» et «Le droit à la communication.»

Cette dernière commission a adopté une déclaration finale : «Nous dénonçons l'institution pénitentiaire, institution du mépris et de l'humiliation où règne l'arbitraire d'une administration qui ne respecte même pas sa propre légalité et bafoue les droits les plus élémentaires de la personne humaine» Le forum chargé de «l'arbitraire en prison» a déclaré que «l'arbitraire, c'est l'essence même du fonctionnement de la prison.»

Les négociations sur la pêche dans l'impasse

L'accès de la zone des 200 milles communautaires est interdit aux chalutiers soviétiques, depuis samedi. C'est la conséquence de la décision prise par la Communauté Européenne (CEE) à Bruxelles, vendredi soir, de ne pas accorder de licences de pêche aux bateaux soviétiques, pour une période

Depuis le début de l'année, date à laquelle la CEE a décidé de porter à 200 milles la limite des eaux communautaires, fonctionne un système de réglementation de la pêche des chalutiers soviétiques dans ces eaux : tous les trois mois des quotas de capture sont établis, et pour pêcher dans les eaux communautaires les chalutiers russes doivent posséder une licence spéciale.

Ce système est en principe provisoire : des négociations ont commencé en février en vue de réaliser un accord de pêche à long terme. Mais au mois d'août dernier, l'Union soviétique annonçait qu'elle allait réduire d'une manière importante l'activité des pêcheurs de la CEE dans la mer de Barents (pour l'année 1976, les prises dans cette zone s'élevaient à 100 000 tonnes). Riposte de la CEE qui menaçait de réduire à son tour les prises soviétiques. Toutefois, le 20 septembre, les ministres des affaires étrangères décident de renouveler les licences des chalutiers soviétiques accordées en juin et expirant fin septembre. Avec une réserve malgré tout : l'URSS est invitée à débloquent rapidement la négociation sur l'accord-cadre.

Or, c'est tout le contraire qui se passe : le 24, deux chalutiers français et un chalutier anglais sont expulsés par les soviétiques, qui confirment par la même occasion leur décision du mois d'août. La CEE décide alors de ne pas renouveler les licences au 1^{er} octobre.

LA CONCEPTION SOVIÉTIQUE DES 200 MILLES

Comme on le voit, aux pressions soviétiques répondent les pressions de la CEE. Cette situation n'est pas pour étonner quand on se rappelle l'hostilité de l'URSS à l'extension des zones maritimes à 200 milles. Elle a tout fait dans les conférences internationales sur le droit de la mer, pour s'y opposer. Malgré son échec, elle cherche à poursuivre par tous les moyens sa politique de pillage effréné, au moyen de ses flottes de dimensions industrielles.

C'est ainsi qu'elle a repris à son compte l'extension à 200 milles, mais à sa manière. Avec le Japon, par exemple, elle voudrait imposer la reconnaissance de son autorité sur les 200 milles autour des Îles Kouriles, territoire que le Japon entend récupérer. Même attitude avec la Suède : l'URSS refuse d'établir la limite des zones de pêche à égale distance de l'île suédoise de Gotland et de la côte sovié-



que. Un conflit identique l'oppose à la Norvège : dans une zone de 55 000 kilomètres carrés contestée entre les deux pays, l'Union soviétique interdit l'activité des bateaux norvégiens. Cette zone se situe dans la mer de Barents dont l'URSS menace d'interdire l'accès aux pêcheurs de la CEE.

Tout en refusant de négocier sur ces zones contestées, l'URSS ne cesse de violer les zones des 200 milles. C'est ainsi qu'en avril dernier, un chalutier russe qui pêchait sans licence a été arraisonné par la marine britannique. La position des 9 ne signifie évidemment pas que ceux-ci sont eux-mêmes respectueux des 200 milles pour les autres. En témoigne le fait qu'au moins 35 navires français écumant sans cesse les eaux poissonneuses des pays ouest-africains.

URSS - CEE : DES NEGOCIATIONS EMAILLÉES DE RUPTURES

La flotte soviétique a délibérément ignoré les quotas fixés au début de l'année par la CEE : à la fin janvier, les quotas fixés pour le premier trimestre étaient déjà atteints !

À la fin février, cependant un accord a été conclu entre la communauté européenne et l'URSS : décision de négocier un accord à long terme et acceptation (officielle, du moins) des quotas. Mais les pressions soviétiques s'exerçaient alors pour obtenir le droit d'avoir 42 chalutiers dans les eaux communautaires et non 27 comme le voulaient les 9.

Trois semaines plus tard, les négociations étaient suspendues : l'URSS qui ne reconnaît pas la CEE, refusait de traiter avec la CEE dans son ensemble, et voulait conclure des accords bilatéraux avec chaque pays européen de manière à exercer ses

allant du 1^{er} octobre au 30 novembre. Cette décision est l'aboutissement provisoire d'après négociations engagées par la CEE avec l'Union Soviétique depuis le début de l'année et visant à limiter le pillage des fonds communautaires par les chalutiers soviétiques.

pressions plus facilement. Jusqu'à maintenant, cette situation n'a pas évolué.

Après la rupture le samedi dernier, il est toutefois à prévoir que, comme

précédemment un accommodement provisoire sera trouvé, car on voit mal comment les flottes communautaires ou russes pourraient pêcher longtemps dans l'illégalité.

Après l'arrestation de Jacques Robert

VERS LA PRISON - HOPITAL ?

Un mort, un blessé grave et trois blessés légers, tel est, on le sait, le bilan de la solution de force décidée par le ministère de l'Intérieur pour mettre fin au détournement de la Caravelle d'Air-Inter à Orly. L'action de la brigade antigang a suscité de nombreuses réactions de protestation.

Des passagers, d'abord, qui estiment que « pour un petit message de dix minutes », on aurait pu éviter de faire des victimes. Des pilotes de ligne ensuite qui estiment que « les ressources du temps de la patience et de l'argument n'ont pas su être employées ». Selon eux, la

lassitude aidant, la reddition inconditionnelle de Jacques Robert aurait sans doute été possible. Les pilotes ont donc énergiquement dénoncé « l'absurdité d'une initiative hâtive, inopérante et inadaptée ».

Christian Bonnet, que l'on n'avait guère entendu jusqu'ici, mis à part cet été pour Malville, a cru bon de venir « s'expliquer » à la télévision et de tenir des propos aux accents de style Poniatowski. « Le gouvernement français n'entend pas laisser le dernier mot à la violence chez lui. » Il a tenu à féliciter la gendarmerie pour son « courage » à prendre la responsabilité

de l'opération. Il a tenté de la justifier en évoquant « l'excitation grandissante » de Robert. On l'a vu, cette explication n'a guère convaincu.

Parallèlement à cette justification des méthodes policières, une campagne a été déclenchée ce week-end par « Le Journal du Dimanche » et la radio sur le thème : « Que faisait là Jacques Robert ? Pourquoi était-il en liberté ? » On découvre à son sujet qu'il existerait un « vide juridique » pour les délinquants atteints de troubles mentaux puisque la loi ne distingue qu'entre le délinquant irresponsable et traité en asile psychiatrique et le délinquant jugé responsable de ses actes qui subit une sanction pénale. Cette « découverte » a conduit Christian Le Guéhennec, directeur des affaires criminelles et des grâces au ministère de la Justice à souhaiter l'institution de la « prison-hôpital ». Le juge et le médecin y feraient bonne garde sur les « psychopathes » et autres caractéristiques que les psychiatres auraient, paraît-il, le tort de relâcher trop facilement !

En prenant prétexte du cas particulier de Robert, une nouvelle forme de répression contre ceux que la bourgeoisie a «ôté fait de taxer de « caractéristiques » est ainsi envisagée.

Max Meynier : « Je suis éccœuré »

Max Meynier, animateur de RTL, est vivement mécontent de la façon dont l'attaque de la Caravelle s'est passée. Connaissant bien Jacques Robert, il était venu lui parler à Orly. Le commissaire Leclerc lui avait fait signe de parler à Robert. La discussion s'engagea entre eux. « D'un seul coup, il y a un flic qui m'a fait signe avec la main : continuez à lui parler. Alors j'ai posé une question, j'ai crié « Jacques, Jacques » et il n'y avait plus rien. Ils venaient d'attaquer (...) Les policiers se sont servi de moi. Je suis éccœuré. »

Il faut rappeler que Robert demandait 12 minutes d'antenne sur deux stations périphériques. Couvrant l'acte de « fermeté » de Bonnet, Barre de retour de Moscou a déclaré « Je fais confiance à ceux qui ont pris cette décision et je les couvre ».

Salima Adjali : première victoire

Salima Adjali, algérienne, compagne d'un responsable syndical guyanais, avait été expulsée il y a deux mois. Après une campagne de dénonciation de cette mesure de répression, le ministère des colonies a cédé : Salima Adjali peut retourner en Guyane. Toutefois, elle n'obtient qu'un visa de touriste valable trois mois. Le Comité Guyanais pour la défense des libertés appelle à la poursuite de la mobilisation.

La centrale de Cattenom «justifiée» par Renault et Peugeot...

Il y a quelques jours, Giscard invitait à un «dîner de travail» les notables lorrains au cours duquel, on le sait, il annonçait l'implantation en Lorraine d'unités de production automobile par Renault et Peugeot... pour 1984.

C'est le prétexte qu'a choisi Halff, président du Comité Economique et Social lorrain pour justifier, «sur le plan économique» la centrale nucléaire de Cattenom : nécessaire, selon lui, pour alimenter en énergie, les implantations industrielles. Quant aux dangers que représente la centrale nucléaire, Halff «laisse le soin» aux écologistes de les atténuer...

Suicide à Fresnes

François Flore, âgé de 37 ans, condamné à 20 ans de réclusion criminelle pour un meurtre commis en 76, s'est pendu dans sa cellule de Fresnes.

Pièces de 10 F

Environ 3 000 des 1 750 000 pièces de 10 F contenues dans le camion volé, le 27 juillet, à la Gare de Lyon, ont été retrouvées jeudi dans un box, au Près Saint Gervais, en Seine St Denis. Le propriétaire du dit box a déclaré avoir acheté les pièces trouvées au prix unitaire de 6,75 F. Il a été écroué à Fresnes.

Un «Lyonnais» fait la belle par les égoûts

Jean Mathieu, appartenant au gang des Lyonnais, s'est évadé de la prison d'Avignon, en toute tranquillité et en creusant un tunnel à partir des égouts. Une opération qui n'a pu être menée à bien vraisemblablement que grâce à des complicités.

LUTTES OUVRIERES

Dubigeon (Nantes) :
la direction veut faire
reprendre le travail

Les 200 grévistes des chantiers Navals Dubigeon Normandie, à Nantes, rentraient ce lundi dans leur 24^e jour de lutte. Le comité anti-grève créé par la direction et qui a organisé la semaine dernière une marche sur la mairie de la ville pour exiger «la liberté du travail» continue de faire parler de lui. Sous l'impulsion de la direction des chantiers, il devait tenter lundi matin, d'organiser un «vote», pour faire reprendre le travail. La direction de Dubigeon, sans rire, propose aux grévistes d'étudier un aménagement du système de pointage... à condition qu'ils reprennent le travail ! Pour riposter à ces manœuvres, les syndicats CGT et CFDT appelaient les travailleurs à un meeting, également ce lundi matin.

Crédit Lyonnais (Paris) :
débrayage des employés
informatique

La dernière réunion clôturant la série de discussions engagées depuis plusieurs mois entre la direction du Crédit Lyonnais et les organisations syndicales, n'ayant rien donné, ces dernières appelaient les employés des services informatiques (au nombre de 450 environ) à faire grève durant quatre heures ce lundi. Rappelons que les employés exigent une augmentation véritable de leurs rémunérations, une des revendications qui avait motivé leur dernière grève avant les congés.

LES LIP ET
LA QUERELLE DE LA GAUCHE

● Vendredi dernier, journée spéciale dans l'usine de Palente. Ce jour-là, pas d'assemblée générale, pas de travail en commissions : les Lip avaient décidé de consacrer la journée à «parler politique». Cette initiative proposée par le collectif avait été très bien accueillie par l'AG, car, «on en parle de cette situation politique. Avant les AG, pendant les AG, après les AG, dans les commissions...». Comme le dit Charles Piaget. Alors, le besoin se faisait sentir de donner le cadre pour que s'échange les points de vue de manière fructueuse. Et pas seulement sur la situation en général, mais aussi, est-ce que la «stratégie des Lip» se trouve modifiée et en quoi ?

Le décor est toujours un peu le même dans cette usine de Palente. Les longs mois d'occupation ont vu les murs se couvrir d'affiches diverses, à côté du tableau pour les équipes de garde et de l'impressionnante liste de messages de soutien venus des quatre coins de France et du monde. Les activités

diverses se poursuivent mais on sent qu'une certaine routine s'est installée. Bien sûr, les longs mois d'attente ont été entrecoupés d'actions de toutes sortes, mais il semble que cela n'ait pas suffi à maintenir cette dynamique des Lip tant appréciée de tous les travailleurs. Au point qu'on en est venu à

Vendredi matin, 120 Lip se retrouvaient dans l'usine. L'après midi ils n'étaient plus qu'une cinquantaine mais, de l'avis de tous, le débat était très riche, très intéressant. A la fin de cette journée, les responsables du collectif et de la section CFDT n'ont pas voulu divulguer le contenu des débats pour en réserver la primeur à l'assemblée générale de lundi matin où un compte-rendu détaillé sera fait. Toutefois, Charles Piaget nous exposait les grandes lignes et les conditions dans lesquelles s'est tenue cette journée.

faire du pointage aux AG, une des conditions pour le versement du complément de salaire. De ce problème difficile, compliqué par la situation d'ensemble des luttes dans la période, il sera aussi question dans la journée de vendredi.

Le centre du débat était bien sûr la querelle de la gauche. Mais, on n'a pas voulu en rester à l'analyse des différentes positions en présence, ni même d'ailleurs lancer la discussion à partir d'elles. La vigueur de la polémique a surpris les Lip, comme tous les travailleurs. Et puis, elle a fait resurgir nombre de questions toujours restées sans réponses bien claires. L'attitude du PCF pendant et après la lutte de 73 par exemple. Plus récemment, les différends démêlés des Lip avec la municipalité PS de Besançon, ne sont pas non plus oubliés. Aussi, à la question «peut-on faire confiance à ces partis pour défendre les travailleurs, la grande majorité des Lip répond par la négative.

Mais alors, que faire ? ne compter que sur nos luttes ? Mais il leur faut nécessairement un débouché politique ! Obliger les partis de gauche à tenir leurs promesses ? Avec quels moyens ? Et puis correspondent-elles à ce que veulent les travailleurs ? Ou bien faut-il faire autre chose ? Et quoi ? Telles étaient les grandes lignes des discussions de cette journée dont chacun s'accorde à dire qu'elle était d'un riche contenu.

Une chose au moins est apparue avec netteté : la polémique de la gauche a fait ressortir avec plus d'éclat l'impérieuse nécessité de redonner un essor nouveau à la lutte. Aucune décision n'avait encore été arrêtée vendredi soir puisque, comme c'est toujours la règle à Lip, c'est l'AG qui décide ; mais, dès lundi matin, une série de propositions sera faites dans ce sens. On n'a pas fini d'entendre parler des Lip !

Gérard PRIVAT

Parisien libéré : rencontre amicale des «anciens des rodéos»

L'ESPRIT DES RODEOS



● Samedi soir, les «anciens» des rodéos du Parisien Libéré se retrouvaient en dehors de tout cadre organisé autour d'un énorme méchoul, à la campagne. Cela n'avait rien d'une célébration triomphale de victoire, ni d'une réunion d'anciens combattants. Pas de banderoles, pas de flonflons, pas de discours, mais des discussions fraternelles tout autour du grand feu. 200 personnes réunies, après des mois de lutte commune.

Des groupes animés s'interpellent : «alors, où tu es recasé ? moi, au J.O. (journal officiel).» D'autres sont au Matin, à L'Aurore... «quand on est dans la presse, ça peut encore aller. Au Matin, c'est dur pour les horaires, on est souvent obligé de faire 3 services, depuis que Perdriel imprime J'informe. Ça fait des grosses paies, d'accord, mais quand tu dors 2 ou 3 heures la nuit, tu es sur les rotules. Il ne veut pas prendre plus de gars... Mais ceux qui sont aux NMPP, ce n'est pas la même chose, ça fait une sacrée déqualification. Il n'y a qu'un seul mécano-fino qui l'est resté, il y en a 4 qui se retrouvent aux NMPP. C'est d'ailleurs là qu'il y a plus de gars recasés.»

«Dis-donc, j'ai reçu une convocation pour les flics. Il paraît que c'était fini, les poursuites ! — moi aussi. Beaucoup sont dans ce cas. J'ai reçu une lettre du percepteur, il ne nous a pas oublié ; dès que l'accord a été signé, il s'est rappelé à nous, et on n'a pas encore touché notre indemnité de licenciement !»

Avant le début du repas, Maurice Boivin prend brièvement la parole, pour rappeler que ce n'est pas là une réunion d'anciens combattants, mais de camarades qui malgré toutes les épreuves, ont tenu bon. Maurice sait de quoi il parle : les flics l'ont rendu aveugle, en jetant des grenades dans la voiture où il était pendant un rodéo. Mais il n'a pas baissé les bras, au contraire. Soutenu par sa femme, ses filles et tous ses camarades, il a continué à participer au conflit, à faire le tour des dépôts. Son enthousiasme rejailit sur tous. «Dire qu'il a fallu se bagarrer pour que le syndicat le soutienne !», diront plusieurs de ses amis.

Le rappel de rodéos fameux fait rire chacun à gorge déployée. «Tu te souviens du coup où on avait coincé une estafette dans une rue étroite, où on avait «enlevé» le chauffeur, et qu'on était partis avec lui et les paquets ? En

passant devant le commissariat on a donné un grand coup de klaxon : le gars devait faire ça pour signaler aux flics que tout allait bien. Tu parles, on est allé décharger plus loin... Et la fois où le gars du camion est parti en courant à travers champs, en s'enfonçant dans la boue jusqu'aux mollets, et en criant «aux voleurs». Ils se rappellent les nuits passées au commissariat, les nuits d'attente pour surveiller les trajets. «Quand même, c'est ça qui a fait le plus de tort à Amaury. La preuve, c'est que du jour où il a été redistribué par les NMPP, la vente a remonté. Remarque, il n'a pas augmenté le tirage. Les trucs comme l'occupation du France, ils en parlent toujours, mais c'était du flan.»

Cette petite fête, on ne peut pas dire que Blanqui la voie d'un très bon œil, au contraire. «Les rodéos, ils n'ont jamais été d'accord, ils ont du les accepter, c'est parti de nous. D'ailleurs, les coups qui ont le mieux marché, c'est ceux qu'on organisait à la base...»

Parmi tous ces ouvriers de la Presse, beaucoup ont leur carte au PC. Mais pour la majorité, il y a quelque chose qui ne colle pas. «A France Soir, la FFTL prend les devants : avant même les licenciements, elle recase déjà des gars ailleurs. A Hélio Cachan, on les laisse tout seuls, sans soutien. Et on sait bien que nous au P.L. si on n'avait pas eu le soutien, on aurait pas pu tenir.»

Sur toute une série de points, ils se trouvent en opposition avec la direction syndicale, depuis le début du conflit. Aujourd'hui, avec le bilan de cette lutte, avec la querelle de la gauche qui sème des doutes à des degrés divers, soit sur la tactique du PC dans l'union de la gauche depuis le départ, soit sur le but final recherché par le PC, le débat politique est riche. Rien d'étonnant si la FFTL regarde de travers de telles réunions.

Monique CHERAN

Le point de vue de Charles Piaget
sur la journée

... On s'est refusé à ce que CGT et CFDT fassent l'exposé de leurs positions en disant : voilà ce qui ne va pas. On a voulu partir de la façon dont les travailleurs voient les choses. Ils ont expliqué ce qu'ils attendaient d'un changement, comment ils le voyaient... La critique qui se fait du Programme commun cache en même temps une espérance de changement... On a tout noté et puis, on a regardé notre stratégie. Là, il y a eu un débat très dur, très passionné... Pour un certain nombre de copains, c'est «attention, il y a un glissement, on ne se bagarre pas assez, il faut reprendre cette lutte plus énergiquement».

... On se rend compte de l'importance des luttes à travers cette situation. On se dit qu'il faut un changement politique, mais on se rend compte que la place des luttes était trop minimisée... Il y a eu des propositions d'actions pour relancer la lutte. C'est le débat qui a permis ça.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

LUTTES OUVRIERES

A Merlebach

Un an après, l'hommage des mineurs

Un an après l'accident de Merlebach, à l'appel des organisations syndicales, les mineurs du puits 5 rendaient hommage à leurs camarades par la grève, rejoints par ceux du puits de Folchwiller, de Sainte-Fontaine. Ils soulignaient par-là, la responsabilité des houillères, l'exigence de faire la vérité sur la catastrophe. Vendredi à 9 heures devant le puits 5, là où il y a un an, familles et mineurs s'étaient retrouvés le visage tendu, essayant de comprendre ce qui s'était passé au fond de la mine, un millier de mineurs se retrouvaient à l'hommage rendu par les syndicats. La cérémonie était ouverte par une prise de parole du délégué mineur qui déclarait : « M. Beullac ministre du travail dans son discours à Merlebach, M. Chirac à Liévin, et M. d'Ornano à Berwiller promettaient, parlaient de solidarité, de reconnaissance du pays, d'amélioration des conditions de travail et

de faire toute la lumière sur la catastrophe. Il faut le rappeler, tout cela est resté lettre morte ». Le délégué mineur soulignait les causes de la dégradation des conditions de travail à la mine où le slogan est devenu : « extraire le plus possible de charbon jusqu'en 1985, date à laquelle le nucléaire prendra la relève ». Le dépôt de gerbes des organisations syndicales clôturait la cérémonie.

Dans une conférence de presse qui se tenait peu après à Merlebach, le syndicat CFDT dénonçait « la lenteur des procédures judiciaires bloquées depuis janvier 77. La direction des HBL, déclarait le représentant du syndicat, en lien vraisemblablement avec les plus hauts responsables des charbonnages de France, a fait disparaître le « cahier-minute » (compte rendu minuté des opérations). Ce document con-

tient tout le déroulement des opérations menées le matin de la catastrophe, l'heure à laquelle a été découvert le feu, les moyens mis en œuvre pour le circonscire et tous les ordres qui avaient été donnés dans ce sens. Un document bien gênant pour les houillères qui veulent étouffer la vérité comme leur responsabilité ». Le syndicat CFDT accuse la direction générale et le pouvoir de camoufler et de ne rien faire pour que l'enquête aboutisse. Il souligne que M. Beullac, le ministre du travail refuse de promulguer le décret d'application du texte instaurant les CHS (Comités d'hygiène et de sécurité) dans les mines.

Enfin, la CFDT s'inquiète des mesures qui seraient prises par la direction pour ne plus aller chercher les corps des mineurs tués au puits 5. C'est la première fois dans l'histoire de la mine,



L'hommage de la Fédération de Lorraine du PCRml

La fédération de Lorraine du PCRml rendait un hommage de lutte aux 16 mineurs victimes du capital, samedi en début d'après-midi au puits 5. Après une minute de silence, les camarades de la direction fédérale prenaient la parole. «... La résignation a peu de prise chez les mineurs. C'est la colère qui domine. L'exigence de savoir comment on en est arrivé là après la catastrophe, faire toute la vérité, tracer les responsabilités qui, d'un simple feu de mine ont conduit à la catastrophe au fond du puits 5 « des feux, on en a déjà vu, on en a déjà éteint » disent les mineurs. Tout de suite, la direction tente de minimiser, ne prévient pas les équipes du matin qui terminent leur

poste dans les veines avoisinantes. Au changement de poste, alors que la fumée sort des puits d'aération, la direction donne l'ordre de descendre aux postes d'après-midi, n'hésitant pas à faire courir le risque d'accident grave à des centaines de mineurs, pourvu que l'extraction se poursuive. Les délégués mineurs s'opposent avec raison à l'ordre criminel de descendre. Aux mineurs-sauveteurs chargés de lutter contre l'incendie, la direction fait prendre de graves risques. Elle leur impose de serrer le feu au plus près pour tenter de sauvegarder le charbon, les machines. Après un premier retour de flammes, l'équipe est maintenue et peu après, c'est l'explosion qui fait 16 victimes. Alors ; inconscience, incapacité des directions des HBL ? Ces gens-là sont-ils simplement des gens incompetents qui auraient sous-estimé les dangers ? Non ! Ces cadres, ces ingénieurs aux salaires élevés, qui touchent des avantages en nature scandaleux, qui vont peu ou pas au fond, ne sont pas du même bord que les mineurs. Ce sont les fidèles serviteurs de la bourgeoisie qui exploitent et oppriment les mineurs. A chaque étape qui a

conduit du feu de mine à la catastrophe, il n'y avait rien d'imprévisible. La direction a calculé froidement, risquant la vie des mineurs, utilisant les hommes comme des pions pour sauver le charbon, les machines, tout cela pour le rendement de 18 tonnes par jour du puits 5 qui assure la plus grande partie de la production du bassin (...). Mais au-delà de cette catastrophe dans laquelle les responsabilités des houillères sont écrasantes, c'est le système capitaliste et sa logique monstrueuse qui sont en cause. C'est tous les jours que les mineurs risquent la silicose, les mutilations ou la mort.

En 30 ans dans le bassin, ce sont plus d'un millier de mineurs qui sont morts en travaillant à la mine. Chez les mineurs qui luttent contre le travail en continu, contre le salaire au rendement, contre la fermeture des puits, nait cette volonté d'en finir une fois pour toutes avec le capitalisme. Non, ce n'est pas la mine qui est périmée, c'est le capitalisme. En en finissant avec cette bourgeoisie qui a fait son temps, en construisant le socialisme, nous vengerons l'assassinat des 16 du puits 5.

LE PS A QUELQUES DIFFICULTES A ORGANISER SON SYNDICAT PAYSAN

• Dans le *Quotidien du Peuple* daté de samedi 1er octobre, nous annonçons la naissance du MSTP (Mouvement syndical des travailleurs paysans). Nous avons qualifié cette naissance comme celle d'une action des réformistes proches de l'Union de la Gauche pour tenter de récupérer les révoltes paysannes à leur profit.

Coincidence, au même moment un bulletin de liaison syndicale vient d'apparaître comme organe de l'opposition au sein de la FNSEA.

Ce bulletin : « *L'inter-départementale* » a pour destinataire les responsables syndicaux du FDSEA. Si on regarde les départements concernés, on retrouve les mêmes que ceux qui sont partie prenante du MSTP.

On assiste là à une nouvelle forme d'organisation de l'opposition interne à la FNSEA. Elle concrétise des luttes dans les départements comme celle que mène Roland Viel dans le Puy-de-Dôme qui tient la FDSEA majoritaire face à Michel Debatisse président de la FNSEA mais qui est réduit sur le terrain à créer une deuxième structure : l'UDSEA minoritaire « catho ».

Cette agitation est la traduction dans la paysannerie de la lutte politique pour gagner des voix aux élections.

Le P.S. essaye de déve-

opper son implantation à la campagne, il y rencontre bien plus que le PC qui a la démagogie facile des difficultés qui se sont traduites par l'échec de toutes les organisations syndicales socialistes depuis la Libération. Aujourd'hui, le PS a une commission paysanne et un organe mensuel « *L'Unité agricole* » tiré à 15 000 exemplaires. Pierre Joxe, député de Saône-et-Loire, préside cette commission et pour l'instant semble s'appuyer sur le courant dont la doctrine agricole se résume ainsi : défense du revenu de la petite paysannerie grâce à la création d'offices par produits, et d'autre part une organisation des marchés fonciers en faveur des exploitants.

C'est suffisamment vague pour, une fois arrivé au pouvoir, continuer la politique actuelle du gouvernement. Cependant, les

« vieux socialistes » d'inspiration radicale n'ont guère apprécié les attaques, pourtant timides, contre la mutualité et la coopération où ils occupent de nombreux postes de responsables. Ils pensent que Louis Le Penec, député du Finistère, aurait une image de marque plus rassurante.

Ce sont ces couches de paysans que vise le nouveau bulletin « *L'inter-départementale* » qui titre sur la taxe de co-responsabilité qui ampute le prix du lait de 1,5 %, accusant à juste titre la direction de la FNSEA de l'accepter et de la gérer. Cependant, l'éditorial souligne que « nombreux sont ceux qui militent toujours dans leur département, leur canton, au sein de la FNSEA. Malheureusement, leur action, leur expression ne traverse jamais, ou bien rarement, les différents échelons d'une structure qui se veut plus un appareil de négociation qu'un outil d'expression des agriculteurs les plus défavorisés... La création de ce bulletin devrait permettre aux nombreux militants qui se battent au sein de la FNSEA de rompre leur isolement. Il se veut être le moyen de favoriser le

débat au sein d'un courant syndical interne à la FNSEA, courant qui n'approuve pas les orientations de l'équipe dirigeante. »

Les critiques, modérées en somme à la politique de la FNSEA toucheront surtout Debatisse qui avait mécontenté les notables syndicaux en créant les G.I.R. (Groupes Initiatives et Responsabilité) avec les P.M.E. et la C.G.C., car les G.I.R. ne cachaient pas leur sympathie pour Chirac. Par ailleurs, on prêtait à Debatisse l'intention de se présenter aux élections ; ses amis lui ont trouvé deux circonscriptions à sa mesure : Thiers (4*) et Riom (5*) tenues par deux socialistes.

Ces luttes pour le contrôle politique de la paysannerie cherchent à cacher que les projets en présence, à droite comme au PS, sont les mêmes ; l'élimination des petits paysans afin d'avoir une agriculture moderne, avec une forte concentration de capitaux et une productivité capable de maintenir le prix des denrées alimentaires suffisamment bas pour ne pas provoquer le mécontentement des autres couches populaires.

Bernard PELO

Appel à l'action

Communiqué de la Fédération Hacuitex-CFDT

Le Conseil fédéral de la Fédération Hacuitex CFDT, réuni à Paris du 28 septembre au 1er octobre 1977, a analysé la situation des travailleurs des professions de l'Habillement, des Cuir, du Textile et des Blanchisseries.

Cette situation est marquée par :

- une dégradation importante de l'emploi : dépôts de bilans, fermetures d'entreprises, licenciements et chômage partiel ;
- une diminution importante du pouvoir d'achat des travailleurs de ces branches du fait de l'application du plan Barre, de l'échec des dernières négociations de salaires et de l'accroissement du chômage partiel ;
- une détérioration importante des conditions de travail, notamment due à l'augmentation des cadences, due à la modernisation du matériel entraînant une augmentation importante des charges de travail ;
- une déqualification du personnel et une réduction des effectifs ;
- une répression accrue et une volonté patronale de discréditer auprès des travailleurs et voir éliminer les organisations syndicales CFDT et CGT. (...)

... Dans ce sens, le Conseil Fédéral Hacuitex CFDT appelle tous les travailleurs à participer massivement à une semaine d'action du 10 au 15 octobre, avec une journée nationale d'arrêt de travail de 2 à 24 heures le vendredi 14 octobre...

Pour :

- le maintien et le développement de nos industries,
- la revalorisation de nos professions,
- la satisfaction de nos revendications prioritaires.

INTERNATIONAL

Yemen du sud : pour la sécurité de la Mer Rouge

Ali Nasser Mohammed, premier ministre du Yemen du Sud a souligné dans un discours prononcé le 26 septembre, l'importance de sauvegarder la sécurité de la Mer Rouge. Il a dit que ce point occupe une place importante dans les consultations politiques entre le Yemen du Sud et le Yemen du Nord : «*Nous soulignons encore une fois que nous continuerons d'unifier, de façon efficace, nos efforts avec nos frères de Sanaa pour faire de la Mer Rouge un lac de paix libre de l'intervention impérialiste et sioniste et au service de la stabilité et du développement des peuples de cette région.*»

La Mer Rouge, voie stratégique, route du pétrole, est actuellement l'objet d'âpres rivalités impérialistes : les sionistes continuent à occuper plusieurs îles de l'Erythrée dans la Mer Rouge. De son côté, l'URSS cherche à étendre son influence dans la région en s'infiltrant en Ethiopie. De plus, elle a proposé, sous son égide, une «*fédération de la Mer Rouge*» à laquelle le Yemen du Sud devait être associé avec la Somalie, l'Ethiopie et l'Erythrée. La déclaration du premier ministre du Yemen du Sud exprime la volonté de ne pas admettre de contrôle de la Mer Rouge par des puissances étrangères à la région.

Mexique : dénonciation du pillage soviétique

Alfredo Duran, dirigeant de la Fédération des coopératives de pêche des États de Campeche et Yucatan au Mexique, a dénoncé le pillage des crevettes dans les eaux territoriales du Mexique. Selon lui, des bateaux russes, cubains et autres «*pillent chaque année 50 % des crevettes du golfe du Mexique*», alors qu'il n'existe pas d'accord de pêche entre le Mexique et l'URSS.

Banane : guerre des compagnies américaines contre l'organisation des pays producteurs

Une organisation des pays producteurs de bananes a été créée au début de l'année en Amérique Centrale la «*comunbanas*», qui regroupe le Panama, le Honduras, le Costa Rica et la Colombie. Cette organisation se propose de contrôler le commerce de la banane pour augmenter les recettes d'exportation.

Les trois compagnies américaines (United Brands, Del Monte et Standard Fruit) qui contrôlent ensemble plus de 7 % du commerce mondial de la banane, mènent actuellement une offensive contre la «*comunbanas*» en essayant d'acheter directement les bananes aux producteurs. Elles veulent également empêcher l'organisation des pays producteurs de faire transporter la plus grande partie des fruits, par l'entreprise de transports maritimes des Caraïbes à laquelle ils se sont associés.

Pacte Andin : coopération dans le secteur de l'automobile

Le 13 septembre, un programme de construction en commun de véhicules à moteur a été signé en Equateur entre les quatre pays membres du Pacte Andin (la Bolivie, la Colombie, l'Equateur, le Pérou) et le Venezuela. Cet accord permettra une intégration de la production et un partage des tâches : dans le domaine des camions, la Bolivie produira les véhicules de moins de 3 tonnes, tandis que le Venezuela se chargera des camions d'un tonnage supérieur. La production d'automobiles sera également répartie entre les pays, suivant les cylindres, et la coopération sera développée aussi pour le montage et les pièces détachées. Un comité de l'industrie automobile, composé de représentants des cinq pays, a été créé pour coordonner cette production qui représentera 1,5 milliard de dollars en 1980.

D'Helsinki à Belgrade

UNE CONFERENCE CONTRE LA SECURITE EN EUROPE

Les épouses de Youri Orlov et Alexandra Guinzbourg, deux importantes figures du mouvement d'opposition en URSS, entament une grève de la faim à partir du 4 octobre, date de la reprise officielle à Belgrade de la conférence sur la «*sécurité*». Leurs maris sont détenus au secret depuis plusieurs mois. Dans les camps de l'Oural n° 35, 36 et 37 une grève de la faim et du travail est également organisée annonçant les opposants à Moscou, sur la base de documents transmis par les prisonniers politiques. Les opposants soviétiques marquent ainsi, une fois de plus et dans des conditions de répression particulièrement dures, que les dispositions des accords d'Helsinki sur les droits de l'homme ne pèsent pas lourd pour Brejnev. Ils savent que leur combat est bien loin des salles de conférence de Belgrade : durant toute la phase préparatoire, la délégation soviétique est parvenue à mettre la question à l'écart.

LES VÉRITABLES PRÉOCCUPATIONS

A vrai dire, la prise en compte du sort des opposants et du peuple soviétiques n'est guère au centre des préoccupations des délégués à la conférence. La rivalité entre superpuissances et avec les autres impérialismes en Europe, l'état du rapport des forces et les pressions réciproques, sont le véritable aliment de cette conférence où les droits des peuples sont des monnaies d'échange.

Le président Carter a fait des «*droits de l'homme*» un thème de bataille contre l'URSS pour servir les buts impérialistes de la superpuissance américaine. Giscard, quant à lui, exprimant la faiblesse de l'impérialisme français, qui tient compte des pressions soviétiques tout en entretenant d'étroits liens avec l'impérialisme US a estimé que la croisade de Carter «*avait compromis le processus de la détente*». La délégation française, comme d'autres délégations européennes, n'hésite pas à couvrir ainsi d'un voile pudique, au nom de la détente, les méfaits du fascisme en URSS, qui est la puissance à l'initiative de la Conférence d'Helsinki.

Aussi, au terme d'une conférence préparatoire qui a duré près de deux mois, la conférence de Belgrade ne s'oriente nullement vers une mise en accusation de l'URSS pour ses multiples violations de l'Acte final d'Helsinki sur les droits de l'Homme, comme l'auraient voulu les États-Unis.

DES PRÉPARATIFS FERTILES EN INCIDENTS

La conférence de Belgrade devait, deux ans après le sommet d'Helsinki, en tirer le bilan. A Helsinki, les USA et l'URSS avaient fait



De gauche à droite : Tania Turchine, Alexandre Guinzbourg, le journaliste américain Krimsky et sa femme, Gusele Amalrik, Youri Orlov, Dina Guinzbourg, Valentin Turchine et Andrei Amalrik.

reconnaître leur tutelle sur l'Europe. Les USA espéraient pouvoir se servir d'Helsinki comme d'un moyen de pénétration à l'Est en même temps qu'ils en attendaient un relâchement de la pression sur l'Ouest. L'URSS ayant fait reconnaître par la conférence, sa domination sur l'Europe de l'Est, accentua au contraire ses exigences concernant l'Ouest. A l'ouverture de la conférence préparatoire à Belgrade, deux projets s'opposaient. Ou bien comme le voulaient les USA, était examinée la concrétisation de chaque point de l'accord d'Helsinki, ou bien comme l'exigeait l'URSS, étaient examinés globalement les «*résultats acquis et les moyens de les développer*», pour éviter d'aborder le point particulier des «*droits de l'Homme*».

Dans un cas, l'URSS risquait d'être placée en position difficile et le moyen que représentait Helsinki pour sa pénétration à l'Ouest pouvait perdre de son efficacité. Dans l'autre, elle pouvait envisager d'obtenir de nouveaux engagements qui lui assurent un droit de regard plus étendu à l'Ouest et des moyens de pénétration plus efficaces dans les divers pays.

Les premières semaines de la conférence préparatoire furent fertiles en incidents. A plusieurs reprises, le délégué soviétique rejetait tout examen isolé de la question des droits de l'Homme. Il fixait des ultimatums pour que soit rapidement fixé un ordre du jour à sa convenance. Les premières séances confirmèrent le degré d'opposition auquel étaient parvenues les deux superpuissances. Pour autant ce ne fut pas la rupture, qui eut signifié une aggravation considéra-

ble de la tension entre les deux superpuissances. La conférence s'enfuit dans une série de commissions de travail d'où émergea le compromis annoncé le 5 août.

UN COMPROMIS QUI NE REGLE RIEN

Le compromis du 5 août est fondé sur l'hypothèse selon laquelle le blocage doit durer longtemps : aucun terme n'est réellement fixé. Les travaux qui s'ouvrent le 4 octobre se poursuivront jusqu'au 22 décembre, et si aucune formule d'accord n'a pu être trouvée, reprendre à la mi-janvier, en principe pour un mois. Des groupes de travail seront mis en place mais l'assemblée plénière sera l'organisme essentiel, l'URSS pouvant éviter ainsi de se voir bloquée sur une question faisant l'objet d'une commission.

Si la procédure est en place, rien n'a été réglé quant à l'ordre du jour. Les mêmes blocages qui avaient présidé au début de la conférence se maintiennent. C'est également le cas à Vienne à la conférence sur la réduction des forces militaires en Europe : le 12^e round des discussions s'est terminé sur le 12^e constat de désaccord. Du côté de l'OTAN la décision a été prise d'accroître les budgets militaires, du côté du pacte de Varsovie de nouvelles armes conventionnelles font leur apparition, de nouveaux dispositifs offensifs sont mis en place. De ce fait il n'est pas question à Belgrade, pourtant officiellement consacrée à la «*sécurité*».

Grégoire CARRAT

Timor-Est : intensification de la lutte

L'Union Démocratique de Timor, qui lutte contre l'annexion de Timor-Est par l'Indonésie a publié un communiqué annonçant que «*la guérilla contre l'occupant indonésien s'est intensifiée dans tout le territoire de Timor-Est et menace les environs de Dili la capitale...*» Sur le bilan des opérations militaires le communiqué ajoute que «*800 soldats indonésiens ont été tués au cours des derniers mois*».

Malaisie : échec des opérations d'encercllement

Depuis le début de l'été, le régime malais a tenté une opération d'encercllement des forces armées populaires malaises dans la région Perak-Kelantan en bordure de la Thaïlande. Il voulait isoler les forces populaires armées, les couper des masses de cette région, pour les anéantir. Mais les troupes gouvernementales ont été mises en échec par de nombreuses embuscades. 50 soldats ont été tués ou blessés par 28 explosions de mines.

Communiqué conjoint USA - URSS

UNE CONVERGENCE PASSAGÈRE

Le communiqué commun que l'URSS et les USA viennent de publier est pour le moment l'unique résultat des discussions actuelles entre Vance et Gromyko. Plus que d'un accord profond, il s'agit d'un compromis en fait assez vague qui reflète la volonté de chacune des superpuissances d'aboutir à un règlement par la reprise de la conférence de Genève avant la fin de l'année, en augmentant leurs ingénérances.

Les termes du communiqué annoncent de nouvelles concessions de l'impérialisme US : en effet, il est question des «droits

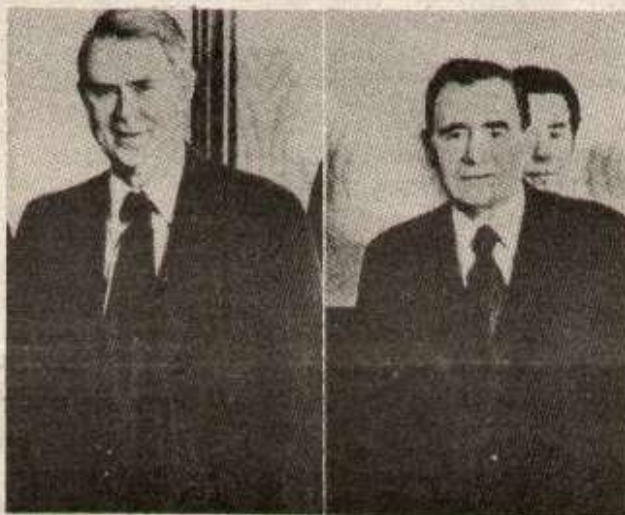
l'OLP. Le communiqué parle de la sécurité des frontières dans la région, ce qui revient aux termes de la résolution 242 et implique la reconnaissance d'Israël. Il mentionne l'évacuation des territoires occupés mais n'exige pas l'évacuation de tous les territoires. De plus, à propos de la représentation du peuple palestinien, l'OLP n'est pas citée, ce qui laisse la porte ouverte aux propositions américaines de «délégation arabe commune». Il est utile à ce sujet de rappeler la réponse de l'OLP aux propositions de Carter la semaine dernière : «La représentation par l'Organisation de

position soviétique déjà rejetée par l'OLP.

Ce communiqué marque la volonté du social-impérialisme de s'ingérer plus directement dans un règlement : il pourrait prétexter de ce communiqué, présenté comme une concession pour faire pression sur l'OLP et essayer de lui imposer la reconnaissance de l'État sioniste. Quant aux États-Unis, ils ont bien vite réprécisé le fond de leur position devant le concert des lamentations

sionistes après la publication du communiqué : «Nous défendons Israël s'il est menacé» déclarait Brzezinski dès lundi.

Ce communiqué n'est pas le signe d'un accord durable entre les deux superpuissances. Chacune d'entre elles a intérêt à la reprise de la conférence de Genève et au maintien de la situation de ni guerre ni paix, tandis qu'une guerre leur ferait perdre le contrôle de la situation, redonnant l'initiative aux peuples arabes.



Vance et Gromyko : le communiqué conjoint, seul résultat de leur rencontre.

légitimes» du peuple palestinien, alors que Carter s'était jusqu'ici contenté de mentionner ses «intérêts». De plus, il est fait mention d'un règlement «global». Cependant un examen attentif du communiqué en montre les limites par rapport aux positions de

libération de la Palestine de la totalité du peuple palestinien, tant en deçà qu'au delà des territoires occupés n'est pas négociable et ne saurait être mise en discussion». Quant à la création de zones démilitarisées sous contrôle de l'ONU, il s'agit d'une pro-

Extraits du communiqué conjoint

(...) Les parties soviétique et américaine estiment que dans le cadre du règlement global du problème du Proche-Orient, tous les aspects concrets du règlement doivent être résolus, notamment les questions clés telles que l'évacuation des troupes israéliennes des territoires occupés pendant le conflit de 1967, le règlement du problème palestinien, y compris l'exercice des droits légitimes du peuple palestinien, la fin de l'état de guerre et l'instauration de relations pacifiques normales, partant de la reconnaissance des principes de souveraineté, d'intégrité territoriale et d'indépendance politique.

«Les deux parties sont d'avis que, complémentarément à ces mesures de garantie de la sécurité des frontières entre Israël et les États arabes voisins, telles que la mise en place de zones démilitarisées avec stationnement concerté de «casques bleus» ou d'observateurs de l'ONU, des garanties internationales portant sur ces frontières, ainsi que sur le respect des modalités de règlement peuvent être établies si les intéressés le souhaitent.

«L'Union soviétique et les États-Unis sont prêts à participer à ces garanties, compte tenu de leurs procédures constitutionnelles respectives.

«Les parties soviétique et américaine estiment que l'unique moyen juste et efficace de garantir le règlement fondamental de tous les aspects du problème du Proche-Orient dans son ensemble, est la négociation dans le cadre de la Conférence de la paix de Genève, spécialement convoquée à ces fins, avec la participation des représentants de toutes les parties impliquées dans le conflit, notamment du peuple palestinien, et l'officialisation juridique des décisions prises à cette conférence. (...)»

En bref... En bref... En bref... En bref...

ONU : Brandt à la tête d'une commission Nord-Sud

Willy Brandt, président du parti social-démocrate allemand, a accepté le poste de président d'une nouvelle commission qui étudierait les moyens de surmonter les oppositions entre les pays en voie de développement et les pays développés. Cette commission avait été envisagée pour la première fois par le président de la Banque mondiale, Mac Namara. La nomination de Brandt à la tête de cette commission a été critiquée par de nombreux pays du Tiers Monde. Brandt, de son côté, a déclaré «Potentiellement, le conflit Nord-Sud est plus explosif que la dispute Est-Ouest».

Egypte - URSS

Dans un discours prononcé à l'occasion du 7ème anniversaire de la mort de Nasser, Sadate a déclaré que l'Égypte avait demandé un report de la dette à

l'égard de l'URSS pour les fournitures militaires. Pendant 10 ans, l'Égypte ne paierait plus rien. Il a annoncé qu'il souhaitait de même obtenir un délai pour la dette non militaire. Selon certaines rumeurs, cette annonce publique préparerait la décision de l'Égypte de cesser unilatéralement ses remboursements à l'URSS.

Pêche : grave incident entre l'Argentine et l'URSS

Un grave incident s'est produit samedi dernier entre la marine de guerre argentine et des chalutiers soviétiques et bulgares qui pêchaient illégalement à l'intérieur de la zone économique de 200 milles marins de l'Argentine. Ils ont refusé de répondre aux sommations des navires de guerre argentins. Ceux-ci ont ouvert le feu et éperonné un chalutier. Quatre hommes avaient été tués : un soviétique et trois argentins «disparus» pendant l'abordage. Les bâtiments soviétiques ont été ensuite arraisonnés et conduits au port de Puerto Madryn où se trouvent déjà cinq autres bateaux soviétiques surpris dans les mêmes conditions les 22 et 26 septembre derniers.

Italie : après l'assassinat d'un révolutionnaire à Rome

Colère contre les fascistes

Walter Rossi, militant de Lotta Continua, a été assassiné par les fascistes du MST à Rome. Plusieurs militants étaient venus distribuer des tracts devant le siège du parti fasciste pour dénoncer plusieurs tentatives d'assassinat du MST la semaine dernière. C'est alors qu'un groupe de fascistes est sorti. Alors que la police était présente (une camionnette était devant le siège du MST), ils ont pu sortir leurs armes, viser et tirer.

Samedi, des dizaines de milliers de manifestants ont parcouru les rues de Rome, Milan, Bologne, Turin et d'autres villes pour dénoncer ce nouvel assassinat fasciste et la complicité évidente de la police. Les manifestants ont exprimé leur colère en attaquant et en brûlant dans plusieurs villes des sections du parti fasciste et des bars qui sont les rendez-vous habituels des fascistes.

Tout en condamnant également les manifes-

tants antifascistes pour ces représailles qualifiées d'«engrenage de la violence», l'ensemble de la presse bourgeoise a bien été obligée de mettre en cause la police, dont les responsabilités sont claires. Alors que même les journaux de la démocratie chrétienne en parlaient, l'Unità, organe du PCI, faisait silence sur ce point : tout en condamnant vaguement les fascistes, il préconisait comme d'habitude «la lutte contre toutes les provocations, d'où qu'elles viennent». Renvoyant dos à dos les fascistes et les révolutionnaires, il refusait d'attaquer une police qu'il s'obstine à qualifier de «démocratique».

Les obsèques de Walter Rossi ont lieu à Rome mardi. L'importance du mouvement de masse a imposé à la municipalité de prendre en charge ces funérailles. Elles seront certainement l'occasion d'une mobilisation antifasciste massive.

Italie : Macciocchi exclue du PCI

Ancien député du PCI à Naples et correspondante de l'Unità à Paris, maintenant professeur à Vincennes, Maria Antonietta Macciocchi vient d'être exclue du PCI au cours d'une réunion de cellule à Rome. Cette exclusion, dont le principe avait été établi par la direction du parti de Berlinguer, est devenue effective après que Macciocchi ait participé la semaine dernière à la rencontre de Bologne qui a mis en accusation le «le compromis historique» : Maria Antonietta Macciocchi a déclaré que son exclusion est «symptomatique de la manière dont le PCI, qui se prétend pluraliste et démocratique, se comporte en réalité en son sein et dans la société italienne».

Zimbabwe

Le Conseil de sécurité des Nations-Unies a décidé que l'ONU enverrait un envoyé spécial du secrétaire général au Zimbabwe pour participer aux négociations envisagées par le plan anglo-américain. Cet envoyé spécial pourrait être un général indien qui dirigeait déjà le détachement de l'ONU à Chypre.

Pakistan

Le général Zia-ul-Haq a annoncé que les élections prévues par la junte militaire pour

le 18 octobre étaient annulées, parce qu'il estime que la situation n'est pas mûre pour le retour d'un gouvernement civil légal. Il n'a pas fixé de nouvelles dates pour les élections.

Vietnam USA

Vendredi dernier, les corps de vingt deux soldats américains, ont été remis par le gouvernement vietnamien à une délégation américaine à Hanoi. Cette mesure devrait enlever aux USA le prétexte qu'ils mettent en avant pour ne pas fournir les réparations de guerre promises au Vietnam par Nixon.

abonnez-vous



**LA CARTE D'ABONNÉ AMI
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE
VOUS DONNE DROIT :**

A un abonnement à

- *Front Rouge*, revue politique et théorique du PCRml
- *Pékin Information*
- *La Chine en Construction*
- Réception du *Manifeste pour le Socialisme*

et à un livre ou un disque au choix

Le tome V de Mao Tsé-toung, dès sa parution en France.

Ou parmi les livres :

- *Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un militant communiste* (Paule Lejeune)
- + *La Commune en bandes dessinées*
- *Les dix jours qui ébranlèrent le monde* (John Reed)
- *Ma plume au service du prolétariat* (Haoran)
- *Les enfants de Xisha* (Haoran)
- *Danger ! Amiante* (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu CFTD, CGT, FEN)
- *La Commune de Paris* (Lisagaray)
- *La Chine à la mort de Mao* (Alain Bouc)

Parmi les disques :

- *Ken Bale lu poblek breizh*, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons
- *Viva la Vida*, Carlos Andreou
- *Terre de ma patrie*, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balaline
- *Radio Renaissance*, chants interprétés par le GAC
- *Au choix, disques chiliens : Checca*
- Chile* *Resistencia*
- *Naussac*
- *La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants*
- *Ki Du* (Gilles Servat)
- *Ça branle dans le manche* (François Tusques)
- *Le pouvoir des mots* (Gilles Servat)
- *Dansons avec les travailleurs immigrés* (François Tusques)

réuni, dans une ambiance fraternelle, des abonnés-amis du Quotidien. Des participants au voyage ont d'ores et déjà fait part de leur intention de contribuer plus activement à la réalisation du journal, en écrivant régulièrement, en transmettant des correspondances qui enrichiront son contenu.

Ceci est très important car c'est aussi grâce à l'aide des lecteurs que le journal améliorera la qualité de ses articles, afin de prendre toute sa place dans le débat politique qui, à quelques mois des échéances électorales et de leurs lendemains, se déroule parmi les travailleurs.

Les acquis en ce qui concerne la participation des lecteurs, les liens avec le journal, nous nous efforcerons de notre côté de les consolider. Dès maintenant, avec la parution en édition du soir, nous prenons des mesures qui devraient permettre pour nos abonnés, en particulier nos abonnés parisiens, un acheminement plus rapide du journal.

Agissons ensemble pour que le Quotidien du Peuple soit une arme vraiment efficace dans les combats qui s'annoncent pour la révolution socialiste.

**sur présentation
de la carte abonné ami
du Quotidien du Peuple**

— Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRml

— réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes

Librairies

- Besançon** Lib. Les Sandales d'Empédocle (10%)
Place Victor Hugo - 138 Grande Rue
- Bordeaux** Lib Mimesis (10%)
5, bis rue Grassi
- Bourges** Librairie Nathanaël (10%)
4, cours Avaricum
- Brest** Lib. Graffiti (10%)
Place St Louis
- Clermont-Ferrand** Lib. Jean Rome (10%)
1, rue des Gras
- Lannion** Lib. Giraudon (10%)
30, rue de Kerampont
- Lille** Librairie Populaire
40, rue Jules Guesdes
- Lyon** Librairie Populaire (15%)
226, rue Dugesclin (3°)
- Marseille** Librairie Lire (10%)
Rue Sainte (1°)
- La Rochelle** Librairie «La Genette» (5%)
Rue Rougemont
- Nantes** Librairie 71
29, rue Jean Jaurès (10%)
- Nice** Le Temps des Cerises
50, bd de la Madeleine (10%)
- Orléans** Les Temps Modernes
Rue, N.-D. de Recouvrance (5%)
- Paris** Librairie de Valois
25, rue du Valois (1°) (10%)
Les joueurs de A (12% liv. politiques)
9, rue des Lions St-Paul (10%)
L'Harmattan
18, rue des Quatre Vents (6°) (10%)
Tschann
83, bd du Montparnasse (14°) (10%)
Plasma
41, rue Saint Honoré (10%)
33% sur les Ed. P. - J. Oswald
7, rue de l'École Polytechnique (5°)

Cinémas

- Paris** Saint Séverin
12, rue St-Séverin (5°)
Tarif étudiant : 10 F
La Clef
21, rue de la Clef (5°) (tarif étud.)
- Lyon** Cinématographe
44, cours Suchet (2°)
Tarif collect. (5 tickets : 40 F)
Le Canut
32, rue Leynaud (1°) (tarif étud.)

manifeste

pour le
socialisme

PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE
Marxiste-Léniniste



Nom (en capitales)
Prénom
Ville

Date :

Mode de versement : — en une fois — en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.
Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Abonnement normal 350 F
Abonnement de soutien 600 F
... F

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F, et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte «abonné-ami», qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

PROGRAMME TÉLÉ

LUNDI 3 OCTOBRE

TF 1

19 h 00 - Recherches dans l'intérêt des familles
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Eh bien raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Shane, l'homme des vallées perdues
22 h 25 - Pour le cinéma
23 h 25 - Journal

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - En ce temps-là, la joie de vivre
20 h 00 - Journal
20 h 30 - La tête et les jambes
21 h 55 - Alain Decaux raconté : Rudolf Hess
22 h 55 - Journal

FR 3

19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Modesty Blaise

Mardi 4 Octobre

TF 1

19 h 00 - Recherche dans l'intérêt des familles
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Une minute pour les femmes
19 h 45 - Eh bien raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Les provinciales
21 h 30 - Le temps fuit, je le soumets
22 h 35 - Concert
23 h 20 - Journal

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Ouvrez l'œil
20 h 00 - Journal
20 h 35 - SS Représailles
23 h 30 - Journal

FR 3

19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Coups de feu dans la sierra (western)
22 h 00 - Journal

LIRE ET RELIRE

« Le peuple prend la parole »

NOTRE BILAN - NOTRE PROJET

Mais qui êtes vous donc ? Nous demandent nos correspondants.

Eh ! bien, d'abord, quelques précisions nous concernant.

En 1974, « Le peuple prend la parole » était le titre d'une collection, dans une petite maison d'édition (ed Gilles Tautin). Le but de cette nouvelle collection était de faire connaître des œuvres écrites par des travailleurs manuels ou intellectuels, ayant de la réalité une approche de classe. Trop de textes dorment dans les bibliothèques ou dans des archives, complètement ignorés et pourtant très riche d'enseignement.

C'est dans cette optique que nous avons publié : de Norbert Truquin, mémoires et aventures d'un prolétaire en 1974. Et en 1975, de Flora Tristan, réalisations-œuvres. Nous ne proposons que des extraits, car notre objectif était également d'atteindre un public de travailleurs et donc d'éditer une collection à un prix accessible (10 F).

Mais en 1975, la maison d'édition disparut à la mort de son créateur. Et notre petite équipe se dispersa. D'autre part, les difficultés rencontrées pour s'insérer dans une diffusion traditionnelle nous amenèrent à envisager les problèmes d'une autre façon. Ajoutons à cela que la plupart de nos lecteurs étaient des enseignants.

Il fut donc décidé de créer une association de 1901 et de tenter de

développer un réseau de diffusion parallèle.

Notre expérience de l'année scolaire qui vient de s'écouler est très encourageante.

En cherchant des contacts avec le public par des brochures des cassettes, ou une forme rudimentaire d'abonnement, nous avons rencontré un accueil très chaleureux, et cela dans toute la France. Certains lecteurs, à Lille, à Besançon, à Grenoble par exemple, ont pris l'initiative de diffuser notre production.

Il faut donc aller plus loin. Une équipe s'est reconstituée. Et, poussée par les demandes mêmes des correspondants elle a décidé de créer pour cette nouvelle année scolaire toute une série de collections. Projet ambitieux qui ne pourra réussir qu'avec l'appui et les initiatives de nos lecteurs.

Voici ce que nous vous proposons : Pour mieux nous insérer dans la réappropriation du savoir, pour être plus efficaces dans la diffusion même de ce savoir auprès des jeunes, nous publierons des brochures d'une trentaine de pages, trois par titre de collection par année (une par trimestre). Vous pourrez vous procurer ces brochures :
— ou bien séparément à l'une des collections,
— ou bien en vous abonnant à l'une des collections auquel cas vous recevrez automatiquement les trois titres de la collection (10 F l'abonnement).

Titres de nos collections

« CEUX QUI FONT L'HISTOIRE »

- 1 - un club sous la Commune « Le club des prolétaires ».
- 2 - prison et révolution sous la Commune
- 3 - le mouvement populaire à la libération

« ILS SERVENT LE PEUPLE »

- 1 - L'ouvrier fondeur Duval, communard
- 2 - Norman Béthune
- 3 - Vallès

« LA PAROLE AU PEUPLE » : DOCUMENTS (qui parfois compléteront les autres brochures).

- 1 - Un journal sous la commune : le Prolétaire
- 2 - Femmes de Montmartre sous le siège. (Lettres)
- 3 - Le thème de cette troisième brochure n'est pas encore défini.

RELIRE LES CLASSIQUES (approche critique d'œuvres connues, étudiées par les jeunes).

- 1 - Conception bourgeoise du militant ouvrier chez Zola.
- 2 - Stevenson : l'île au Trésor
- 3 - A. Daudet : les contes du lundi

POETES DANS LA LUTTE

- 1 - Le temps d'apprendre à lutter
- 2 - Poèmes et chants de travail et de lutte
- 3 - Poèmes et chants d'Irlande

Etant une association « sans but lucratif », nous avons besoin de vous pour nous aider à faire tourner notre production, à la développer.

- Abonnez vous à nos collections
- Faites les connaître autour de vous.
- Communiquez-nous une adresse de librairie dans votre ville où nous pourrions mettre en vente nos brochures.

Notre adresse *Le Peuple prend la parole*, BP 52, 75621 PARIS CEDEX 11 - CCP PARIS 1786251 H

TITRES DISPONIBLES :

- « Le travail manuel, de la réalité historique à la fiction littéraire, essai de contre-manuel	5 F
- Existe-t-il une littérature prolétarienne ?	2 F
- Paul Lafargue : « l'argent » de Zola	2 F
- Jules Vallès journaliste	2 F
- Courbet et les critiques de son temps	2 F
- Norbert Truquin : mémoires et aventures d'un prolétaire	13 F
- Flora Tristan : Réalisations-œuvres	13 F
- Paule Sacconet : En 1990 à Ville Overney, c'est possible...	13 F

(Les prix comprennent les frais de port).

Elise ou la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection « Lettres Nouvelles » 83^e épisode
Copyright Édition Denoël

Il parlait trop fort, avec un air satisfait. Avait-il agi sans réfléchir, spontanément ? Avait-il perfidement voulu m'acculer, m'obliger, comme il le faisait lui-même, à défier l'opinion. Quand il m'apercevait descendant du bus derrière Arezki, quand il nous voyait nous diriger précautionneusement vers les rues calmes, protégées par la saison qui noyait Paris dans le brouillard et l'obscurité dès sept heures, ne pensait-il pas que je manquais d'audace, de dignité et qu'il fallait me forcer un peu la main ? Et n'avait-il pas pris plaisir à mettre dans l'embarras celle dont il avait des années durant supporté le regard, les

jugements désapprobateurs ? Quelle revanche !... Je l'ai mouillée, devait-il se dire. Il devinait mon affolement et me regardait, calme et moqueur. Lui, avait coupé les ponts de tous côtés et réussi à se faire rejeter de chacun, partout où il allait.

Inutile d'expliquer. Quoi que je dise, le mal était fait. Par chance, je verrais Arezki le soir même et nous en discuterions ensemble.

J'observai intensément les femmes qui déjeunaient dans le vestiaire. Elles ne firent pas plus attention à moi que les autres jours. Cela me rassura un peu. Retourner dans l'atelier, passer devant Daubat, Bernier, regarder Gilles en face... Forcément il saurait. Tous saurient. « Elle marche avec... » Mustapha, le Magyar, cela n'avait que peu d'importance. J'avais peur des autres.

Lorsque le grand régleur vint me parler dans l'après-midi, je me sentis mal. Il me demanda comment allaient ses pavillons. Je dis que c'était bien, très bien même. Satisfait, il risqua une innocente plaisanterie, ce qui me rassura. Lui ne savait pas. J'écoutai ses explications professionnelles avec un intérêt qui le flatta. Je voulais, par avance, forcer sa sympathie. Incompréhensiblement, je me sentais une mentalité de coupable qui ne me laissait qu'une envie : gagner du temps.

Je m'affalai sur un banc de la station Châtelet et j'attendis, l'esprit vide. Arezki était en retard. A chaque rame qui se déversait, mon agacement augmentait. Quand il me rejoignit, je ne pus me détendre. Ma froideur le gagna. Nous sortîmes et nous nous trouvâmes sur un pont. Le décor en relief était âpre et l'eau, par endroits, avait des tressaillements lumineux. Arezki gardait le silence

et je n'osai lui dire : « Arrêtons-nous un instant. » L'horizon vide sur le fleuve donnait une impression de liberté, d'espace sans fin.

— Tu connais ce bâtiment ?

Enfin, il parlait.

— C'est la Préfecture de police. On va contourner le quai.

Je dis, avec un détachement volontaire :

— Lucien a commis un impair ce matin.

Arezki me regarda, il paraissait étonné.

— Qui t'a dit ?

— Lui-même.

— Pourquoi l'a-t-il fait ?

— C'est Lucien tout entier. Il a parlé sans réfléchir.

— Oui.

Mais il restait préoccupé, et j'insistai.

— C'est grave ?

— Grave ! dit-il. Une petite chose comme ça. Seulement, c'est pour toi. Un peu pour moi, mais surtout pour toi.

— Moi, ça m'est égal.

J'avais crié cela. A cet instant, oui. Une molle douceur m'enveloppe qui me suffit. Anna disait cela très bien quand elle écrivait à mon frère : « Avec vous, je me sens. » Et moi, ce soir, je me sens et je sens l'existence de cette ville, au-delà d'Arezki mais à travers lui, polie par l'ombre qui s'ouvre devant nous.

à suivre

La construction du réservoir de Chouefoumiao a permis l'extension des surfaces cultivables, l'électrification de villages, le développement de la pêche et la lutte contre les inondations.

UNE BATAILLE POUR L'IRRIGATION



● Au cours des quatre derniers articles, nous avons voulu marquer, un an après sa mort, à quel point le souvenir et les enseignements de l'activité révolutionnaire de Mao Tsé-toung restent vivants, inscrits dans la réalité de la Chine d'aujourd'hui et proches de son peuple, des milliers de travailleurs qui viennent, chaque jour visiter Chaochan, son village natal.

Avant de quitter le Hounan, il nous a semblé important de montrer comment, la mobilisation révolutionnaire des paysans sous la direction du Parti Communiste, trait essentiel de la révolution chinoise, mis en lumière par Mao Tsé-toung, s'est poursuivie et développée depuis l'insurrection de la Moisson d'automne et la lutte dans les Monts Tsingking. Après la conquête du pouvoir, et pour le consolider, il s'est toujours agi à travers les luttes successives pour la collectivisation à la campagne, de développer l'agriculture, de «prendre l'agriculture pour base»: en Chine, si elle stagnait ou régressait, c'est la base matérielle du socialisme, la possibilité de développer plus avant la collectivisation, c'est l'alliance entre ouvriers et paysans et, à terme, le pouvoir socialiste même qui se trouveraient remis en cause.

Depuis la Libération, les efforts gigantesques pour éliminer les calamités naturelles, maîtriser le système hydraulique et fertiliser les terres ont transformé le visage de la Chine. Cette lutte de millions de paysans pour dominer la nature dépend toujours étroitement de la lutte politique.

Entre Chaochan et Tchangcha, les rizières s'étagent entre les talus ocre-rouge. Au bord de la route, des champs de théiers et de coton. Quand nous nous arrêtons près d'un aqueduc qui enjambe la route et la rivière, un travailleur qui a participé aux travaux d'irrigation souligne d'abord: «Il n'en a pas été toujours ainsi». Le récit qu'il commence alors, c'est le récit parmi des milliers, de l'une des batailles — politiques — pour l'irrigation menées par les paysans chinois.

LA PREMIERE BATAILLE POUR L'IRRIGATION DE CHAOCHAN

Le district de Chaochan, dans la province du Hounan, a subi pendant longtemps les inondations des rives basses de la rivière Lienchouei (qui coulait en eaux tumultueuses au sud de Chaochan). Mais dans le même temps, faute d'irrigation correcte, les collines étaient le plus souvent frappées de sécheresse. Le résultat le plus évident était le faible rendement céréalière de la région, en dépit des efforts des paysans. Avant qu'il n'existe un système cohérent d'irrigation, seule 25 % des terres permettaient une double récolte. Les cultures du thé, du coton, des arbres fruitiers étaient restreintes médiocres. Car toutes les collines restaient peu exploitées.

Pour surmonter ces difficultés fut engagée dans le cadre du grand bond en avant en 1959 la construction d'un important réservoir à Chouefoumiao, sur le cours moyen de la rivière.

Le barrage, achevé en 1960 faillit bien cependant rester quasi inopérant. Les partisans de la ligne révisionniste de Liou Chao-chi et ceux qu'il influençait défendaient en effet des projets grandioses pour le système d'irrigation. Si grandioses, qu'ils devenaient impraticables. Ces positions d'«extrême gauche», du tout ou rien bloquaient la poursuite des travaux: le gigantisme et le technicisme propres aux projets bourgeois d'aménagement du territoire supposaient des investissements très lourds, des moyens techniques peu accessibles. Du coup «faute de moyens», plus rien n'était possible. De plus «leur technique aurait eu pour premier résultat d'éliminer beaucoup de terres cultivables. C'était la rançon de leur gigantisme».

«POURQUOI ET POUR QUI CONSTRUIRE DES CANAUX?»

Tous les dangers de la conception révisionniste furent sensibles aux masses. Elle mettait en effet directement en cause leurs intérêts, leurs espoirs. Un grand débat s'engagea à l'initiative du Comité régional et du Comité provincial du Parti dont faisait partie Hua Kuo-feng — sur les questions clés: «pourquoi construire des canaux? pour qui? Les questions une fois nettement posées, les paysans pauvres et moyens pauvres, directement concernés, surent y apporter des réponses précises: cette mobilisation prenait pour point d'appui l'étude de la pensée Mao Tsé-toung.

SE METTRE A L'ECOLE DU PEUPLE

La première des rectifications produit direct de la lutte menée dans le Parti et les masses contre les conceptions révisionnistes, fut de mener une vaste enquête préalable à tout nou-

veau projet, de donner la parole au peuple... Pour ce faire, il fallut encore vaincre les préjugés, habitudes héritées entre quatre murs et points de vue bornés de certains techniciens, géologues et ingénieurs. La ligne de Liou Shao-shi avait eu plus particulièrement prise chez eux. Bousculer les soi-disant impossibilités techniques faire ouvrir les yeux et transformer par là même le travail de conception des canaux et ouvrages d'art: il était nécessaire d'en passer par là pour mobiliser les 200 techniciens attelés au projet, les mettre au service du peuple. Sous la direction du Parti, plus de 150 réunions se tinrent ainsi dans plus de 70 communes populaires mettant les techniciens à l'écoute et à l'école du peuple!

UNE MOBILISATION DE MASSE

Sur cette base, dès lors, les travaux purent reprendre. Un meeting de masse, solennel, les relançait en juillet 1965 en trois vagues successives — de juillet 65 à avril 66 — près de 100 000 personnes furent mobilisées pour la réalisation des éléments principaux du système hydraulique. En dix mois malgré un hiver rigoureux, les canaux et ouvrages d'art principaux furent achevés.

Cette réalisation rapide des travaux ne saurait s'expliquer sans une intense mobilisation politique et idéologique des travailleurs du pays et leurs familles. L'enjeu était clairement tracé: la transformation de l'agriculture du district, pour améliorer la production et les conditions de vie. Des réunions dans les villages, les brigades de production, les communes populaires se tinrent à chaque phase des travaux. Les objectifs fixés et les moyens dégagés — sur la base du débat et d'une réflexion scientifique — étaient assumés par les masses. Ils répondaient à leur attente comme à leur conscience des problèmes. Groupes d'enquêtes, réunions de critiques et autocritiques façonèrent un point de vue unifié sur le système d'irrigation: «une bonne idéologie, un bon style de travail, un haut enthousiasme et un esprit d'entraide», tels furent certains des principaux acquis de cette bataille pour l'irrigation qui transforma profondément les capacités agricoles et industrielles du district.

«UNE BONNE RECOLTE IDEOLOGIQUE»

«Le résultat de développement du système d'irrigation de Chaochan, c'est une bonne récolte matérielle et idéologique». En effet, le développement de cultures nouvelles (théiers et arbres

LA CHINE A L'HEURE DU XI^e CONGRES

Reportage réalisé par la délégation du Quotidien du Peuple en Chine

Demain: la lutte contre les Quatre à Shanghai

Quelques données

240 km de Canal principal (divisé ensuite en canal Sud et canal Nord, ce dernier lui-même subdivisé en deux), 26 aqueducs, 10 grands tunnels, plus de 300 ponts... telles ont été les premières réalisations de la campagne de mobilisation des masses de 1965-66.

Les réalisations de la Grande Révolution Culturelle Proletarienne portèrent sur l'achèvement de 2 520 km de canaux secondaires. Mais aussi l'électrification: 40 stations électriques hydrauliques, 193 stations de pompes électriques pour la fourniture d'eau dans les collines. Par ailleurs, 326 points d'alimentation en eau des villages furent réalisés.

Le complexe hydraulique de Chaochan a permis l'accroissement du rendement agricole d'une manière nette: notamment l'élévation des rendements céréalières de 240 à 550 kg par mou (1 mou = un quinzième d'ha) depuis 1965 et doublement du rendement céréalière à l'hectare en moins de 10 ans...

Les terres cultivables ont été augmentées de 40 000 mous dont 6 800 de terres gagnées à partir du creusement des canaux, aménagées en nouveaux champs... Désormais 90 % des terres situées dans l'aire d'irrigation permettent une double récolte.

est paysanne et où s'est longtemps posé un problème de subsistance, c'était bien répondre à la question: quelle société veut-on construire?

Devant les eaux maîtrisées du canal de Chaochan, par delà toutes les différences, on ne pouvait s'empêcher d'évoquer les luttes menées en France par les travailleurs contre l'organisation capitaliste du territoire et de ses ressources hydrauliques. A Naussac, Villerest, la Cure, le Galeizon... le combat se mène contre des conceptions bourgeoises voisines qui elles aussi ôtent tout pouvoir de décision, toute initiative au peuple. Et les paysans frappés l'an dernier, par la sécheresse n'ont-ils pas remis en cause la logique capitaliste de l'aménagement des ressources hydrauliques?

Pour qui produire? Qui, quelle classe doit diriger? Là-bas et ici, les mêmes questions.

fruitiers sur des collines mises en culture) et l'accroissement du rendement des cultures traditionnelles ne sont pas les seuls résultats de ces travaux.

D'une part l'industrialisation de la région a avancé: le complexe hydraulique de Chaochan permet, par exemple, l'acheminement de matériaux de construction et autres par des péniches de 10 à 20 tonnes, la production d'électricité permet la création d'industries nouvelles.

Participant directement à la conception des travaux, les masses ont su adapter de façons multiples le système hydraulique à leurs besoins: points d'eau, réserves de pisciculture, utilisation des terres de déblai pour la création de nouveaux champs... Il ne s'agissait plus seulement d'augmenter les récoltes mais d'améliorer l'ensemble des conditions de vie.

Enfin et surtout, les nouvelles possibilités agricoles et industrielles ouvertes par ces aménagements permirent de jeter des bases élargies pour le développement de l'économie collective. Partant de là il en est résulté une nouvelle envergure des Communes Populaires.

Dans le cours de la Grande Révolution Culturelle Proletarienne, dans une phase d'achèvement des travaux, ces possibilités nouvelles sont mises en œuvre: «En trois printemps et trois hivers, nous avons mis en place alors les canaux secondaires et ouvrages d'art terminaux, développé les stations hydro-électriques».

«Grace à la nouvelle impulsion donnée par le Parti Communiste, les masses du district sont désormais en mesure de s'inspirer de la brigade de production de Tatchai; elles s'efforcent de développer des unités de type Tatchai».

Dans le cours de la Grande Révolution Culturelle Proletarienne, la physiologie du district a changé: sur la base des aménagements réalisés une nouvelle avancée, un renforcement de l'économie collective a pris corps. L'apport à l'Etat s'est accru tandis que s'amélioraient dans le même temps les conditions de vie des masses. De nombreux cadres politiques et militants se sont dégagés dans la lutte, ont surgi des travaux. Le Parti et la jeunesse Communiste y ont trouvé un large recrutement d'éléments avancés. De nombreux travailleurs ont également à cette occasion élevé leur capacité et niveau technique et accédé à des postes de responsabilités...

Ainsi, résoudre correctement les problèmes d'irrigation en Chine, dans ce pays où la très grande majorité de la population